

ABDELAZIZ DJERAD
(PREMIER MINISTRE)

Changer le visage des zones d'ombre d'ici la fin de l'année

P3

MÉDITERRANÉE ORIENTALE

La Turquie accuse la France de se comporter « comme un caïd »

P9

SONELGAZ

Fusion de quatre filiales du Groupe



P5

RENCONTRE GOUVERNEMENT-WALIS

Le développement des zones d'ombre au centre des recommandations

P3



SONELGAZ

70 milliards de DA de factures impayées depuis le début de 2020

Le montant des factures d'électricité et de gaz impayées par les clients de Sonelgaz depuis le début de 2020 s'élève à 70 milliards de dinars, a indiqué jeudi à Alger le Président directeur général (P-dg) du groupe, Chaher Boulakhras. Dans une déclaration à la presse, en marge de la cérémonie de signature des traités de fusion de quatre filiales du groupe Sonelgaz, M. Boulakhras a précisé que le montant des créances résultant du non-paiement des factures d'électricité et de gaz par les clients de Sonelgaz, depuis le début de 2020, s'élevait à 70 milliards de DA contre 53 milliards de DA à la même période en 2019.

P2

EXAMENS DU BEM ET DU BACCALAURÉAT

Lancement du processus de conception, d'élaboration et d'impression des sujets

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout, a donné jeudi le coup d'envoi officiel du processus de conception, d'élaboration et d'impression des sujets des examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat (session de septembre 2020). Lors d'une visite d'inspection au siège de l'Office national des examens et concours (ONEC) à Kouba (Alger), le ministre a salué les efforts déployés par toutes les parties concernées (inspecteurs de l'Éducation nationale, cadres, enseignants et autres personnels) dans le cadre de la préparation des examens officiels, soulignant que d'énormes sacrifices étaient consentis pour mener à bien l'opération.

P2

Régions

LIAISON AUTOROUTIÈRE PORT D'ORAN-EL MENZEH

Le taux d'avancement des travaux est de 85 %

P6

TOUGGOURT

Le jardin botanique Ghabet El-Merabtine, un acquis à valoriser

P7

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

477 nouveaux cas et 10 décès

P16

PRÉVUE POUR LA SEMAINE PROCHAINE

Rencontre entre le MDN et les représentants des retraités de l'ANP

P3

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN ALGÉRIE

Nécessité de repérer les gisements d'économie d'énergie

P5

Sport

MC ALGER

L'Ivoirien Daoudi Isla deuxième recrue estivale

P12



Brèves

RESSOURCES EN EAU

La nouvelle loi relative à l'eau fin prête

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, a annoncé, mercredi à Alger, que son département ministériel vient d'achever l'élaboration du cadre législatif de la nouvelle loi relative à l'eau qui sera bientôt soumise au Gouvernement et au Conseil des ministres pour examen. La nouvelle loi traitera plusieurs questions importantes dont la définition de la relation avec les collectivités locales en matière de gestion du service public des eaux et de l'assainissement, ainsi que la définition des missions de contrôle et de régulation de l'Etat dans le domaine des ressources en eau, a précisé M. Berraki dans son allocution lors de la rencontre Gouvernement-walis, présidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ladite loi permettra, selon le ministre, d'inclure les plans Orsec de lutte contre la sécheresse et le stress hydrique. Le ministère procédera, après l'aval du Gouvernement, à une réorganisation globale de l'administration centrale du ministère et des entreprises publiques sous tutelle en vue de réaliser l'efficacité et la gestion rationnelle des ressources matérielles et humaines disponibles, a-t-il fait savoir, annonçant que le Conseil national consultatif des ressources en eau sera réactif. Concernant la stratégie sectorielle à l'horizon 2030, le ministre a indiqué que ce document prenait en compte tous les aspects liés à la ressource en eau, que ce soit sa production, sa collecte, sa distribution, ou bien son recyclage suivant des systèmes internationaux reconnus en matière de bonne gouvernance et d'économie rationnelle. Cette stratégie est axée sur l'extension des sources de mobilisation des ressources en eau à partir de sources conventionnelles comme les barrages et de sources non conventionnelles comme le dessalement de l'eau de mer et les eaux usées traitées, en plus de la valorisation des importantes ressources souterraines sahariennes, a expliqué le ministre, indiquant que l'objectif est de répondre aux besoins du littoral en eau potable et d'orienter l'eau des barrages aux activités agricoles, tandis que les eaux usées traitées sont destinées au secteur industriel. M. Berraki a, par ailleurs, appelé les walis de la République à contribuer et à présenter leurs propositions concernant la qualité et la continuité du service public de l'eau, en s'enquérant de la réalité sur le terrain à travers l'ensemble du territoire national, dans le but de le promouvoir notamment dans les zones d'ombre et enclavées.

APS

ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES, UNIVERSITAIRES ET DE FORMATION

Un protocole sanitaire préventif contre la Covid-19

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a fait état, jeudi à Alger, de la mise en place d'un protocole sanitaire préventif contre la Covid-19 au niveau de tous les établissements scolaires, universitaires et de formation professionnelle, en prévision de la prochaine rentrée sociale afin de "rassurer les élèves et leurs parents" quant à la reprise des cours. Dans son allocution à la clôture des travaux de la rencontre Gouvernement-walis, M. Djerad a mis l'accent sur l'impératif de veiller à la bonne organisation de la rentrée scolaire et des examens nationaux (BEM et BAC), annonçant la mise en place, lors de la prochaine rentrée sociale, d'un protocole sanitaire préventif au niveau de l'ensemble des établissements scolaires et universitaires ainsi que des centres de formation professionnelle en vue de "rassurer les élèves et leurs parents". A ce propos, le Premier ministre a appelé à "la mobilisation" de tous les moyens humains et matériels pour réussir la prochaine rentrée scolaire. Evoquant la lutte contre la Covid-19, M. Djerad a insisté, dans sa déclaration, sur un programme national de dynamisation du système sanitaire, soulignant l'impératif renforcement des mesures préventives et du stock national d'équipement de prévention et de réanimation. Il a appelé, par ailleurs, à mettre à profit les méthodes de solidarité nationale à travers laquelle le peuple algérien, par sa mobilisation face à la pandémie, a donné des leçons à ceux qui parlent de fossé entre lui et les pouvoirs publics. M. Djerad a insisté, dans sa déclaration, sur la consécration d'un Etat de droit et de loi "qui protège les droits, les libertés et la dignité du citoyen".

R.N

EXAMENS DU BEM ET DU BACCALAURÉAT

Lancement du processus de conception, d'élaboration et d'impression des sujets

Le ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout, a donné jeudi le coup d'envoi officiel du processus de conception, d'élaboration et d'impression des sujets des examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat (session de septembre 2020).



Lors d'une visite d'inspection au siège de l'Office national des examens et concours (ONEC) à Kouba (Alger), le ministre a salué les efforts déployés par toutes les parties concernées (inspecteurs de l'Education nationale, cadres, enseignants et autres personnels) dans le cadre de la préparation des examens officiels, soulignant que d'énormes sacrifices étaient consentis pour mener à bien l'opération. Il s'agit d'une mission délicate dans la conjoncture exceptionnelle

que traverse notre pays en raison de la crise sanitaire mondiale, a-t-il dit, estimant que "ce sacrifice est un devoir national au service de notre Ecole mais aussi pour assurer la crédibilité de ces examens malgré la difficulté de l'isolement et du confinement pour le personnel chargé de superviser l'élaboration et l'impression des sujets". Cette mise en quarantaine, qui durera 36 jours (12 h/jour) et qui s'étalera du 13 août courant jusqu'au 17 septembre 2020, exige du staff de faire preuve de res-

ponsabilité, de rigueur, de sérieux et de concentration permanente, tout en appliquant le règlement intérieur du centre, a-t-il dit. Dans ce cadre, le ministre a adressé un message pour rassurer les candidats à ces deux examens ainsi que leurs parents, rappelant que «toutes les mesures préventives ont été prises, à travers un protocole sanitaire rigoureux élaboré pour préserver leur santé ainsi que celle de tout le staff qui veille à garantir la réussite de cet important rendez-vous éduca-

tif». Saluant les efforts que déploie l'Etat pour «assurer les moyens nécessaires à la préparation et au déroulement de ces deux examens», M. Ouadjaout a rappelé que les autorités publiques avec tous leurs différents dispositifs, veillent à assurer la crédibilité de ces examens. Les épreuves du BEM se dérouleront du lundi 7 au mercredi 9 septembre 2020 et celles du Baccalauréat sont prévues du dimanche 13 au jeudi 17 septembre 2020.

R.N

SONELGAZ

70 milliards de DA de factures impayées depuis le début de 2020

Le montant des factures d'électricité et de gaz impayées par les clients de Sonelgaz, depuis le début de 2020, s'élève à 70 milliards de dinars, a indiqué jeudi à Alger le Président-directeur général (P-dg) du groupe, Chaher Boulakhras. Dans une déclaration à la presse, en marge de la cérémonie de signature des traités de fusion de quatre filiales du groupe Sonelgaz, M. Boulakhras a précisé que le montant des créances résultant du non-paiement des factures d'électricité et de gaz par les clients de Sonelgaz, depuis le début de 2020, s'élevait à 70 milliards de DA contre 53 milliards de DA à la même période en 2019. Le P-dg de Sonelgaz a imputé cette hausse des

créances à la crise sanitaire mondiale qui, a-t-il dit, n'a pas épargné l'Algérie. M. Boulakhras a rappelé que Sonelgaz avait décidé de ne recourir à aucune coupure d'électricité et de gaz jusqu'à la fin de la crise sanitaire induite par la Covid-19, soulignant que le Groupe procédera au recouvrement de ses créances auprès de ses clients après la fin de l'épidémie. L'objectif principal de l'entreprise est d'accompagner les pouvoirs publics dans la lutte contre cette pandémie et l'amélioration de la qualité de prestations fournies aussi bien aux citoyens qu'aux entreprises industrielles et exploitations agricoles, a-t-il dit. Soulignant que la Sonelgaz n'a enregistré à ce jour aucun incident technique majeur, il a fait

remarquer que les citoyens ont pu passer les étapes du confinement à l'aise en ce qui concerne l'approvisionnement en gaz et électricité, hormis quelques coupures prises en charge très rapidement. M. Boulakhras a également indiqué que le Groupe Sonelgaz a décidé, après approbation de son Conseil d'administration, de réduire de 30% ses programmes d'investissement et de plus de 10% les coûts d'exploitation et de maintenance dans un premier temps, expliquant que le groupe a pris cette décision à l'effet d'accompagner les efforts nationaux visant à diminuer les dépenses au cours de cette année suite à la crise sanitaire.

R.N

FORMATION PROFESSIONNELLE

La réouverture au même titre pour le privé et le public

La réouverture des établissements privés de formation, agréés par l'Etat, se fera au même titre que les établissements publics, en prenant en considération l'évolution du suivi de la pandémie de coronavirus (Covid-19), a précisé jeudi le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels. La réouverture des établissements privés de formation se fera en même temps que celle des établissements publics de formation, a indiqué le ministre dans une déclaration à l'APS, mettant l'accent sur l'importance qu'il accorde aux établissements privés agréés, considérés comme indissociables du système de la formation professionnelle, en vue d'assurer une formation de qualité aux stagiaires leur permettant de s'intégrer dans le monde de l'emploi. Suite à la demande d'autorisa-

tion exceptionnelle de réouverture partielle des établissements privés de formation, formulée par l'Association nationale des établissements de formation agréés (ANEFA), le ministère a exprimé le regret de ne pas répondre favorablement à cette demande, tout en exprimant sa "compréhension" quant à la situation difficile que traversent ces établissements dans le contexte sanitaire actuel. Le ministère a rappelé, à ce propos, qu'au vu des risques inhérents à la pandémie de Covid-19, il a été procédé à la fermeture de l'ensemble des établissements de formation publics et privés agréés, en application des décisions du président de la République et des mesures annoncées par le Premier ministre. De son côté, l'ANEFA indiquait, dans un communiqué, que "750 établissements privés de formation, contraints

de fermer dans le cadre des mesures de confinement suite à la crise sanitaire, risquent de disparaître", précisant que "depuis le 12 mars, les établissements de formation ont été sommés de fermer, dans le cadre des mesures de confinement prises par le Gouvernement". "De plus, les récentes directives ministérielles de reconduction du confinement et d'annonce d'une rentrée au mois de septembre/octobre mettent en jeu la survie de nos établissements. Cet arrêt obligatoire de nos activités pendant 8 mois, sans mesures d'accompagnement par l'Etat, entrainera inéluctablement une importante perte d'emplois directs et indirects, ainsi que la faillite de nombreux établissements et la libération des stagiaires", a ajouté l'association.

R.N

RENCONTRE GOUVERNEMENT-WALIS

Le développement des zones d'ombre au centre des recommandations

Les participants à la rencontre gouvernement-walis ont proposé, jeudi après-midi, la création d'un Fonds spécial pour le développement des zones d'ombre et la délégation des directeurs exécutifs de wilayas pour la concrétisation des projets en cas de blocage des Assemblées communales élues.



Les recommandations lues lors de la séance de clôture, en présence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad et de membres du Gouvernement, ont porté sur "l'impérative actualisation et mise à jour de la cartographie des zones d'ombre, la détermination des projets urgents ainsi que leur adaptation à la spécificité de chaque région. Il a été question en outre de la création d'un mécanisme placé sous l'autorité du wali pour le suivi de la mise en œuvre de ces projets et la mise en place d'une stratégie de développement de ces régions dans le cadre de la stratégie nationale de tous les secteurs". De même qu'il est recommandé "l'accélération de l'étude du décret portant création de la nouvelle instance nationale chargée de la gestion des écoles, l'octroi d'une autorisation à la Sonelgaz pour le transfert des centrales de gaz liquéfié des zones raccordées au réseau vers celles qui ne le sont pas et la levée du gel sur les licences du transport collectif afin de renforcer les réseaux du transport au

niveau des zones d'ombre". Par ailleurs, les participants à l'atelier dédié à l'évaluation et la mise en œuvre des mesures de prévention contre la pandémie du covid-19 ont proposé "le classement de la pandémie Covid-19 catastrophe naturelle et la mise en place d'une feuille de route de déconfinement, outre la mise en place d'un dispositif efficace de dépistage. L'instauration de gestes barrières afin de réduire la pression sur les établissements hospitaliers et l'évaluation permanente et périodique des résultats de la lutte contre le virus en associant des sociologues et des psychologues ont également été préconisées". Dans le même sens, il a été proposé "le durcissement des mesures coercitives à l'encontre des contrevenants aux mesures préventives et des personnes aux intentions malveillantes". En ce qui concerne la rentrée scolaire, la sécurité des personnes et des biens et la lutte contre les feux de forêt, il a été proposé "la création d'un point focal permanent entre les établissements éducatifs et le

secteur de la Santé pour le renforcement de la santé scolaire, la réduction du nombre d'élèves par classe, la mise en œuvre du système de doubles vacances pour assurer la distanciation physique préconisée. De même qu'a été préconisée la promotion de l'enseignement à distance dans les universités et les établissements d'enseignement et de formation professionnels". Il a également été recommandé "la révision de la liste des bénéficiaires de la prime de solidarité scolaire, la tenue de réunions périodiques entre les autorités locales et la société civile, l'ouverture de canaux de communication permanents avec les représentants des quartiers, les syndicats et les représentants des travailleurs et le renforcement de la couverture sécuritaire dans les quartiers à travers l'opérationnalisation et la modernisation des plans de sécurité et l'association du citoyen au processus de protection des biens". Les participants ont aussi plaidé pour "la mise en place d'une stratégie nationale de lutte contre la criminalité s'appuyant sur

une base de données unifiée, la création d'un observatoire pour suivre la criminalité et la violence sociale, l'intensification des actions anticipatives pour lutter contre la propagande et la modernisation des méthodes d'intervention et de prévention des accidents de la route". S'agissant des feux de forêt, l'accent a été mis, dans les recommandations, sur "la nécessité d'actualiser le système législatif pour la protection des forêts et de créer, dans les wilayas, des cellules de veille présidées par les walis pour l'ouverture immédiate d'enquêtes sur les incendies d'origine criminelle, le renforcement du contrôle et l'arrêt immédiat des constructions anarchiques dans les forêts". Les participants ont, en outre, insisté sur "l'impératif d'intensifier les actions de sensibilisation de proximité auprès des citoyens pour prévenir ce type d'incendies et d'encourager l'utilisation des moyens technologiques dans l'intervention et la prévention.

APS

Brèves

SAÏD CHANEGRIHA
(CHEF D'ETAT-MAJOR DE L'ANP)

La défense nationale exige une approche plus ouverte

La concrétisation des objectifs nationaux dans le domaine de la politique de défense nationale, à la lumière des répercussions des conflits et des guerres modernes, exige d'adopter des approches sécuritaires nationales plus ouvertes et plus adaptées aux nouveaux modes d'affrontement, pouvant s'étendre davantage pour englober l'ensemble de nos potentiels nationaux, politiques, économiques, sociaux, sécuritaires, médiatiques et bien d'autres et ce, en parfaite harmonie avec nos capacités militaires", a affirmé le chef d'Etat-major de l'ANP dans son allocution à l'occasion de la cérémonie de sortie de la 13e promotion à l'Ecole supérieure de Guerre. A cet effet, "la gestion de notre défense nationale, au sens large, nécessite d'adopter une stratégie globale axée sur le développement et la coordination de l'emploi de toutes les capacités militaires et non militaires de la nation, afin d'atteindre les objectifs nationaux et les intérêts vitaux et stratégiques de notre pays", a-t-il relevé. Le général de Corps d'Armée a rappelé, dans le même sillage, que "la création de l'Ecole supérieure de Guerre depuis 15 ans, dont la raison d'être est de dispenser un enseignement militaire dans le domaine de l'art de la guerre, qui s'articule sur la conception des opérations, de leur analyse, leur planification et gestion, a posé les fondements d'une culture stratégique militaire chez les cadres de nos Forces armées promues, une culture qui leur apporte un capital intellectuel enrichi en permanence, par des cours dans le domaine de la gouvernance des affaires de la défense nationale". De ce fait, "le Haut Commandement de l'ANP a décidé de programmer une formation de haut niveau au profit de nos cadres supérieurs dans le domaine de la haute stratégie, afin de leur dispenser des connaissances et des expériences liées aux mécanismes politico-militaires, à travers l'assimilation des rôles des différents acteurs dans le domaine de la défense nationale et des modalités d'accomplissement de leurs activités en parfaite harmonie, lors de l'exécution des missions confiées ainsi que le développement de leurs savoir-faire et compétences leur permettant d'assumer les plus lourdes responsabilités dans la pyramide de la chaîne de commandement", a encore ajouté le Chef d'Etat-major de l'ANP.

Synthèse : Ab.N.

PRÉVUE POUR LA SEMAINE PROCHAINE

Rencontre entre le MDN et les représentants des retraités de l'ANP

Une rencontre périodique entre les services du ministère de la Défense nationale (MDN) et les diverses franges et catégories représentants les retraités de l'Armée nationale populaire (ANP) ainsi qu'avec les blessés et les invalides se tiendra au cours de la semaine prochaine afin d'étudier leurs préoccupations médico-sociales et trouver des solutions pour chaque catégorie, a indiqué hier le MDN dans un communiqué. "Dans le sillage des rencontres périodiques organisées par les services compétents du MDN avec les diverses franges et catégories représentant les retraités de l'ANP ainsi qu'avec les blessés et les invalides afin d'étudier leurs préoccupations médico-sociales et trouver des solutions pour chaque catégorie, le MDN tient à informer qu'une rencontre est prévue au cours de la semaine prochaine au Cercle national de l'Armée où seront présents les représentants de toutes les catégories sus-citées, qui seront invités conformément aux modalités en vigueur", précise la même source. "Ces démarches viennent en concrétisation des orientations du Haut Commandement de l'ANP qui veille toujours à la parfaite prise en charge des préoccupations sociales des enfants de l'ANP qui ont achevé leurs années de service dans les rangs", conclut le communiqué.

Id.D.

ABDELAZIZ DJERAD (PREMIER MINISTRE)

Changer le visage des zones d'ombre d'ici la fin de l'année

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a instruit fermement les walis et responsables locaux, jeudi, d'œuvrer à la mise en œuvre urgente des projets de développement inscrits dans les zones d'ombre en vue d'en changer le visage d'ici la fin de l'année écoulée. Le Premier ministre a également affirmé que qui-conque faisait obstacle au développement au niveau local fera l'objet d'enquêtes. Intervenant à la clôture des travaux de la réunion gouvernement-walis, M. Djerad a souligné que les programmes de rattrapage dans les zones d'ombre accusaient un retard notable dans leur mise en œuvre. Admettant que ce retard peut être justifié par les répercussions de la pandémie Covid-19 et les problèmes économiques du pays, il estime néanmoins que ce retard, "au demeurant inacceptable" est dû aussi à la logique bureaucratique de certains gestionnaires locaux qui entravent le processus du gouvernement et le programme du Président en la matière.

1256 PROJETS AU NIVEAU DE 1 014 ZONES D'OMBRE

Selon les chiffres présentés au 2e jour des travaux de la réunion, qui ont débuté mercredi, le nombre d'opérations achevées dans le cadre des programmes de développement des zones

d'ombre s'élève à 1 256 projets pour un montant de 15,95 Mds de Da au niveau de 1 014 zones d'ombre et au profit de 716 000 citoyens, et ce, sur un total de 11 815 projets inscrits pour une enveloppe de 207 mds de Da portant sur 9 502 zones. A ce propos, M. Djerad a ordonné l'élaboration d'un calendrier précis pour les projets de développement dans les zones d'ombre et du suivi périodique de leur réalisation, préconisant des évaluations mensuelles pour atteindre les objectifs dans les délais fixés.

LANCER SANS TARDER UN PROJET GLOBAL DE RÉFORMES

Soulignant l'impératif de "lutter contre la corruption, sous toutes ses formes" et de "moraliser les pouvoirs publics", M. Djerad a précisé que l'enjeu de cette démarche est de garantir l'intégrité et l'objectivité des personnes assurant des responsabilités au niveau du pouvoir public. "Il s'agit là d'une importance cruciale, non seulement pour l'Etat de droit mais également et surtout pour rétablir la confiance perdue du citoyen en les institutions de son pays", a-t-il ajouté. "Nous devons sans tarder lancer un projet global de réformes radicales qui aboutit à la mise en place d'un nouveau mode de gouvernance nouveau et moderne sous-tendant la nouvelle

Republique en vue d'une "rupture totale" avec les pratiques du passé qui ont conduit et continuent, a-t-il dit, à "des dérives graves et inacceptables".

PLAN D'URGENCE DE NUMÉRISATION AU NIVEAU LOCAL

Le Premier ministre a ordonné également la mise en place d'un plan d'urgence de numérisation au niveau local, soulignant que les Douanes et Impôts devraient être les secteurs prioritaires de cette entreprise au vu de leur importance dans la lutte contre la corruption. Et d'ajouter "cet objectif ne sera pas facile à atteindre car il s'agit de toucher à de grands intérêts". Ces recommandations ont été formulées au terme de la présentation des conclusions des cinq ateliers. Ces ateliers se sont déroulés mercredi et jeudi. Ces ateliers ont porté sur l'évaluation des étapes de mise en œuvre du développement des zones d'ombre, l'évaluation de la mise en œuvre des mesures de prévention contre la propagation de la pandémie Covid-19, le développement économique local, la numérisation, les statistiques et la lutte contre la bureaucratie, les préparatifs de la prochaine rentrée sociale et la sécurité des biens et des personnes.

Synthèse : Aziz T.

Brève

LUTTE CONTRE LE COVID-19

Il faut 100 milliards de dollars pour mettre au point de nouveaux outils

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré jeudi que le monde devrait dépenser "au moins" 100 milliards de dollars pour mettre au point de nouveaux outils dans la lutte contre le COVID-19, et plus particulièrement des vaccins. "Nous vivons dans un monde globalisé, les pays dépendent les uns des autres, et si nous n'éliminons pas ce virus partout, nous ne pourrions reconstruire aucune économie", a expliqué le chef de l'OMS lors d'un point de presse. La pandémie coûte actuellement 375 milliards de dollars par mois à l'économie mondiale, a indiqué de son côté le Fonds monétaire international (FMI). Selon l'OMS, le seul moyen permettant d'assurer une répartition "juste et équitable" des outils contre le virus est l'ACT-Accelerator, un projet de collaboration mondiale lancé en avril pour accélérer le développement, la production et l'accès équitable aux nouveaux diagnostics, thérapies et vaccins contre le COVID-19. "Le financement de l'ACT-Accelerator ne coûtera qu'une infime partie de ce qu'il en coûterait si les économies se repliaient davantage", a souligné le chef de l'OMS, comparant les 10.000 milliards de dollars mobilisés par les pays du G20 en mesure de relance budgétaire au coût de l'ACT-Accelerator, qui serait cent fois moins élevé. "L'excès de la demande et la concurrence pour l'offre créent déjà un nationalisme en matière de vaccins et un risque d'augmentation des prix", a mis en garde le responsable de l'agence onusienne, estimant que lorsqu'un remède sera trouvé, la demande sera plus importante que l'offre.

R. N.

EUROPE

La hausse des cas liée au relâchement des comportements

Un assouplissement des mesures, une plus grande disponibilité des tests mais aussi le relâchement des esprits en période estivale expliquent l'augmentation du nombre de cas de Covid-19 en Europe, a estimé jeudi un épidémiologiste de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Les jeunes, qui ont tendance à avoir des infections moins graves et donc une mortalité plus faible, sont en partie à l'origine de l'augmentation des cas, mais le virus ne faiblit pas et "rien ne laisse supposer un changement global de (sa) gravité", a souligné Richard Peabody, l'épidémiologiste qui dirige l'équipe chargée des agents pathogènes à haut risque de la branche européenne de l'OMS. En Europe, le nombre de cas remonte ces dernières semaines mais - du moins pour l'instant, pas le nombre de décès, selon les données de l'organisation. L'institution onusienne s'inquiète d'un éventuel lâcher-prise. "Si vous (...) cessez la pression sur le virus, alors il reviendra", a insisté l'expert, qui appelle les pays européens à rester réactifs et appliquer les leçons tirées des premiers mois de la pandémie. "L'idée consiste à identifier rapidement les nouveaux cas, les nouveaux groupes de cas pour essayer d'empêcher une nouvelle amplification de la propagation", a rappelé M. Peabody. Selon le tableau de surveillance de l'OMS Europe, qui couvre 55 pays européens et d'Asie-centrale, depuis le début de la pandémie, près de 3,7 millions de cas de Covid-19 ont été rapportés en Europe, dont 218.383 morts. Dans le monde, plus de 20 millions de personnes ont été diagnostiquées.

R. N.

NATIONS-UNIES

Deux écoles sur cinq manquaient d'installations de base de lavage des mains

Selon un rapport de l'ONU, deux écoles sur cinq (43%) dans le monde n'avaient pas accès à des installations de lavage des mains de base avec du savon et de l'eau en 2019, une condition clé pour que les écoles puissent fonctionner en toute sécurité alors que la pandémie de COVID-19 sévit toujours dans le monde.

Le rapport du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et de l'Organisation mondiale de la santé publié jeudi a ainsi montré que près de 818 millions d'enfants n'avaient pas d'installations de base pour se laver les mains dans leurs écoles, ce qui les expose à un risque accru de contracter le COVID-19 et d'autres maladies transmissibles. Plus d'un tiers de ces enfants, soit 295 millions, vivaient en Afrique subsaharienne. Dans les pays les moins avancés, sept écoles sur dix ne disposaient pas d'installations de base pour se laver les mains et la moitié des écoles ne disposaient pas d'installations sanitaires et de services d'eau de base, indique également le rapport, intitulé "Progrès en matière d'eau potable, d'installations sanitaires et d'hygiène dans les écoles". Toujours selon le rapport, dans 60 pays les plus exposés au risque de crise sanitaire et humanitaire



en raison du COVID-19, les trois quarts des enfants ne disposaient pas d'un service de lavage des mains de base dans leurs écoles au

début de l'épidémie. De plus, la moitié de tous les enfants n'avaient pas accès à un service d'eau de base et plus de la

moitié n'avaient pas d'installations sanitaires de base à leur disposition. Par ailleurs, dans l'ensemble, une école sur trois dans le monde avait un service d'eau potable limité ou pas de service d'eau potable du tout, tandis que près de 698 millions d'enfants ne disposaient pas d'installations sanitaires de base dans leurs écoles. "Les fermetures d'écoles dans le monde depuis le début de la pandémie de COVID-19 ont présenté un défi sans précédent pour l'éducation et le bien-être des enfants", a de son côté déclaré Henrietta Fore, directrice générale de l'UNICEF, dans un communiqué de presse. "Nous devons donner la priorité à l'apprentissage des enfants. Cela signifie veiller à ce que les écoles puissent rouvrir en toute sécurité, notamment avec un accès à l'hygiène des mains, à l'eau potable et à des installations sanitaires sûres", a-t-elle ajouté.

R. N.

VACCIN

L'OMS impatiente d'analyser les essais cliniques russes

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a indiqué mercredi attendre avec impatience de pouvoir analyser les résultats des essais cliniques du vaccin contre le Covid-19 dont le président Vladimir Poutine a annoncé la veille la mise au point en Russie. La phase finale de tests sur ce produit, aux quels plus de 2.000 personnes au total participent, devait commencer mercredi, avait annoncé le président russe. "L'OMS est en contact avec les scientifiques et les autorités russes et attend avec impatience d'étudier les détails des essais" cliniques, peut-on lire dans le communiqué diffusé à Genève, où cette organisation a son siège. "Accélérer la recherche pour

(l'obtention d') un vaccin devrait être fait en suivant des processus établis à chaque étape de la mise au point, pour s'assurer que tout vaccin qui va finalement être produit est à la fois sûr et efficace", poursuit l'OMS, exhortant à "un accès rapide, juste et équitable dans le monde entier à un tel vaccin". L'Organisation mondiale de la Santé avait prudemment réagi mardi à l'annonce de Vladimir Poutine, rappelant que la "pré-qualification" et l'homologation d'un vaccin passaient par des procédures "rigoureuses". Jusqu'ici, la Russie n'a pas rendu publiques d'études détaillées des résultats de ses essais permettant d'établir l'efficacité des produits qu'elle dit avoir créés.

R. N.

DÉCONFINEMENT EN AFRIQUE

L'OMS prévoit une hausse "graduelle" des cas

Les mesures de réouverture des économies africaines vont entraîner une hausse des cas de coronavirus, mais cette croissance ne devrait pas être exponentielle, a affirmé jeudi la directrice régionale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Matshidiso Moeti. L'Afrique est bien moins touchée que les autres continents par la pandémie du nouveau coronavirus, avec quelques 24.000 décès officiellement recensés, mais le continent a franchi la semaine dernière le seuil du million de cas enregistrés, selon les statistiques officielles. "Nous nous attendons à une augmentation continue des cas, une augmentation graduelle, à la suite de l'entrée en vigueur des allègements des mesures" de confinement, a indiqué Mme Moeti à des journalistes lors d'un point de presse virtuel à partir de l'Afrique du Sud, première puissance industrielle du continent et pays le plus touché. "Nous ne nous attendons pas à une augmentation exponentielle", a-t-elle toutefois insisté.

R. N.

OMS

Le virus ne peut pas être transmis par les aliments

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), a une nouvelle fois appelé à ne pas craindre une transmission du virus Covid-19 par la nourriture, après que la Chine a annoncé avoir découvert le coronavirus à l'origine de la maladie de nouveau coronavirus sur des aliments importés. "Nous ne pensons pas que le coronavirus puisse être transmis par les aliments... Si nous avons bien compris, la Chine cherche le virus sur les emballages, en a testé des centaines de milliers et en a trouvé très peu, moins d'une dizaine positifs", a expliqué la scientifique Maria Van Kerkhove. Toutefois, "nous savons qu'il peut rester sur les surfaces

quelques temps" et "nous avons donné des consignes, avec la FAO (organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), sur la manutention alimentaire et le travail" dans le secteur alimentaire pour que les travailleurs soient en sécurité dans leur environnement de travail, a ajouté la responsable de l'unité des maladies émergentes à l'OMS. "Les gens ne devraient pas avoir peur de la nourriture, ni des emballages alimentaires ou de la chaîne alimentaire", a renchéri Michael Ryan, directeur des situations d'urgence sanitaire à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). "Notre alimentation, en ce qui

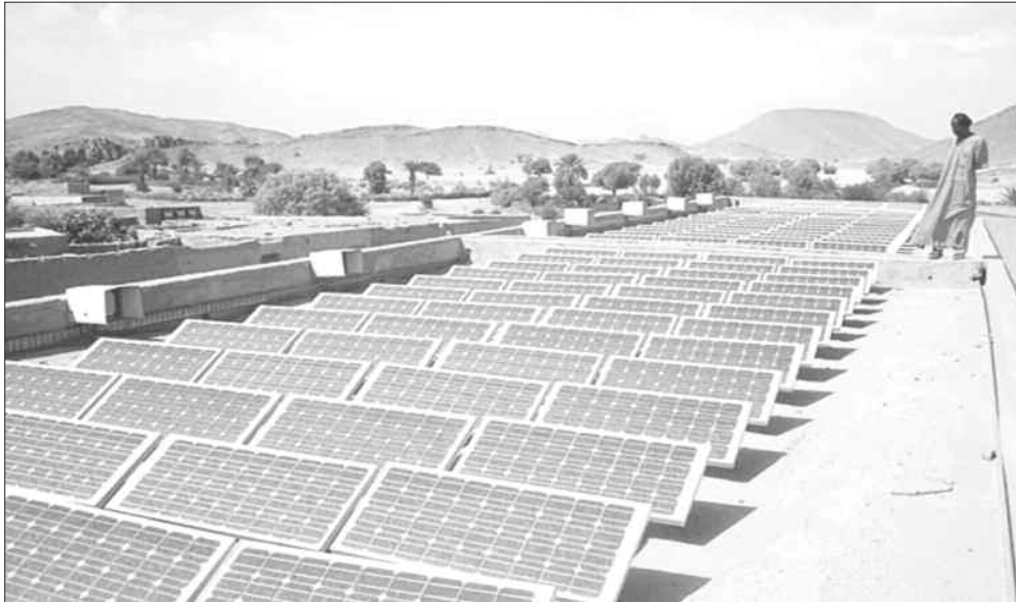
concerne le Covid, est sûre", "il n'y a aucune donnée probante que les aliments ou les chaînes alimentaires participent à la transmission du virus", a-t-il dit en rappelant les précautions d'usage ("se laver les mains", "cuire les aliments"). "Il ne faut pas gonfler ce type d'information", a-t-il encore plaidé. "Les gens ont déjà assez peur de la pandémie". Les autorités chinoises ont annoncé jeudi avoir trouvé une trace de virus, lors d'un contrôle de routine, sur des échantillons d'ailes de poulet congelées prélevées mardi mais aussi sur des emballages de crevettes en provenance d'Equateur.

R. N.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN ALGÉRIE

Nécessité de repérer les gisements d'économie d'énergie

Le ministre de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, Chems-Eddine Chitour, a souligné jeudi à Alger la nécessité pour le pays de repérer les gisements d'économie d'énergie sur lesquels il pourrait miser pour réussir sa transition énergétique.



Intervenant lors d'une rencontre avec le mouvement associatif, tenue au siège du ministère, M. Chitour a souligné la nécessité de rationaliser la consommation de l'énergie notamment dans les secteurs de l'habitat et celui des transports en vue de diminuer progressivement la "forte" dépendance du pays aux énergies fossiles. Selon le ministre, les secteurs de l'habitat et le tertiaire ainsi que les transports représentent à eux seuls 80 % des énergies consommées, faisant observer que ceci est "énorme, d'autant plus qu'il ne s'agit pas de secteurs producteurs". Dans ce contexte, M. Chitour a ajouté que l'Algérie consomme environ une tonne de pétrole par habitation, soit l'équivalent de 10 millions de tonnes pour 10.000 d'habitants. Pour économiser l'énergie consommée par les ménages, le ministre a recommandé l'installation de chauffe-eau solaire, rappelant que le pays ambitionne de mettre en place 100.000 unités l'année prochaine. Il a considéré, à ce titre, qu'il était important d'expliquer aux citoyens, à travers les réseaux sociaux et le mouvement associatif, les profits de cette transition qui leur permettra de diminuer leur facture énergétique tout en faisant gagner au pays 40 % d'énergie. Concernant les transports, le ministre de la Transition énergétique a précisé qu'il y a beaucoup de choses à faire dans ce secteur qui consomme 40%

de l'énergie produite. "Nous importons pour environ 2 millions de tonnes de carburants pour les besoins des transports qui nous coûtent à peu près 2 milliards de dollars", a-t-il relevé tout en suggérant l'interdiction des voitures qui consomment beaucoup de carburants.

CONVERSION DE 200 000 VOITURES AU GPL EN 2021

"Nous sommes en moyenne à 7 litres consommés au 100 km en moyenne, contre 5 litres au 100 km en Europe", a-t-il indiqué assurant que la décision sur l'interdiction des véhicules consommant beaucoup de carburants fera économiser au pays l'équivalent de 20% de carburants, soit deux milliards de dollars. Dans son plan de transition, le ministre a rappelé que l'Algérie a pour ambition de faire la conversion de 200 000 voitures au GPL en 2021, ce qui représente, selon lui, 200 000 tonnes de consommation d'économie. Le ministre a également mis en avant la nécessité de penser dès maintenant à l'intégration de la locomotion électrique notamment dans le domaine des transports publics. Concernant le plan solaire prévu par le gouvernement, il a affirmé qu'il consistait à réaliser de petites centrales de 10 à 50 mégawatts en fonction de la demande de certains secteurs comme l'agricul-

ture, l'industrie et les collectivités locales. Assurant que l'Algérie veut réussir sa transition énergétique en l'espace de 10 ans, M. Chitour a déclaré que le gouvernement compte sur le rôle "incontournable" des associations qui ont la responsabilité, a-t-il mentionnée, d'expliquer aux citoyens les grands enjeux de la transition énergétique et du développement durable. "Pour réussir la transition énergétique et mettre un terme au gaspillage actuel des énergies, qui est au tour de 10 à 15 %, nous devons y aller ensemble à pas mesurés", a-t-il plaidé en s'adressant aux représentants des associations ayant pris part à cette rencontre. M. Chitour a assuré, à l'occasion, que le pays pouvait surmonter, avec l'aide des acteurs de la société civile, le défi de la transition énergétique et offrir un niveau de vie "digne" aux 55 millions d'habitants d'ici 2030. A ce propos, il a insisté sur la nécessité d'instaurer une "justice écologique et énergétique" qui devrait profiter à toutes les régions du pays, soutenant que l'Algérien consomme 1.300 kilowatts d'énergie par habitant et par an. Mais cette moyenne est "relative", a-t-il fait observer en précisant qu'il existe des ménages qui consomment bien plus alors que d'autres consomment "0 kilowatt", notamment ceux vivant dans les zones d'ombre, où des habitants n'ont toujours pas de l'eau potable et de l'électricité.

APS

Brèves

SONELGAZ

Fusion de quatre filiales du Groupe

Des contrats de fusion en conglomérat de quatre filiales relevant du Groupe Sonelgaz ont été signés, jeudi à Alger, en vue de leur annexion à la société mère pour revoir leur organisation et restructuration à la lumière de la crise financière et sanitaire. Il s'agit de la Société Conseil et Audit du Secteur électrique et gazier (CASEG Spa), le Centre de recherche et de développement de l'électricité et du gaz (CREDEG), la Société de médecine du travail (SMT) et la Société algérienne des techniques d'information (SAT-INFO). Dans le même cadre, des accords-cadres ont été signés afin de transférer les effectifs de ces sociétés vers la société mère.

Dans une allocution, lors de la cérémonie de signature de ces contrats, en présence des présidents directeurs généraux des quatre sociétés, le Président-directeur général (P-dg) du Groupe, Chahar Boulakhras, a affirmé que ces opérations de fusion en conglomérat visant à réduire le nombre des filiales Sonelgaz seront suivies par d'autres opérations similaires. Lors de cette cérémonie à laquelle a pris part le Secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières (FNTIEG), Boulakhras, a fait état de réaménagement des mesures et procédés en vue de faciliter les futures opérations et réduire les délais, ajoutant que les fusions des entreprises de services débiteront prochainement. Deux décennies après la stratégie de filialisation adoptée par la Sonelgaz, il convient désormais de revoir cette organisation en raison de la raréfaction des ressources financières induite par la baisse drastique des cours de pétrole sur le marché international, a-t-il souligné. Rassurant, dans ce même sillage, les employés des filiales de la société concernées que leurs acquis sociaux et professionnels demeureront préservés, M. Boulakhras a affirmé qu'il s'agit là d'un simple transfert interne et que leur avenir est plus sûr.

RÉVISION "PROFONDE" DE L'ORGANISATION ET DE LA STRUCTURATION DE LA SOCIÉTÉ

La Sonelgaz est en phase de recentrage de ses ressources et moyens autour de ses métiers de base, tout en consolidant ses missions d'orientation et de maîtrise, à travers la création de nouvelles directions, a indiqué M. Boulakhras. En cette conjoncture difficile, la Sonelgaz est appelée, à l'instar des grandes firmes du secteur public, à une révision organisationnelle et à une profonde restructuration, a-t-il poursuivi. La loi n° 02-01 du 5 février 2002 relative à l'électricité et la distribution du gaz par canalisation a permis à Sonelgaz de se filialiser dans un contexte marqué à l'époque par l'encouragement de la création de sociétés, de postes d'emploi et de richesses. Par ailleurs, M. Boulakhras a tenu à rappeler que Sonelgaz et ses filiales travaillent d'arrache-pied à répondre pleinement aux exigences du service public, qui est au cœur de sa mission principale, à savoir fournir l'énergie électrique et gazière pour le confort du citoyen.

R.E

INVESTISSEMENT

Recensement des actifs de production des secteurs public et privé

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Ali Braham, a annoncé, jeudi à Alger, le lancement du recensement des actifs produits dans les deux secteurs public et privé, en vue d'en déterminer la valeur ajoutée apportée à l'économie nationale. Cette étude permettra de connaître, de manière précise, les niveaux de saturation des filières de production et leurs capacités de transformation. Il est inconcevable de mettre sur le même pied d'égalité une usine qui fait dans la transformation totale et locale des matières premières brutes et

une autre qui se limite au conditionnement de matières produites en dehors du pays, a déclaré le ministre à la presse au terme de la réunion gouvernement-walis. M. Ait Ali Braham a fait savoir, dans ce sens, que l'objectif à court et moyen termes est que les ports du pays réceptionnent davantage de matières premières brutes de produits fabriqués, relevant que l'Algérie exporte actuellement des matières brutes et des compétences humaines et importe des produits finis. Pour le ministre, l'Algérie est devant un choix

stratégique, à savoir se lancer dans une véritable industrialisation et abandonner totalement l'importation des produits de consommation non indispensables, précisant que ce choix requiert du temps pour se concrétiser. Le ministre a estimé, dans ce contexte, que la seule solution pour garantir des produits, y compris les véhicules, à des prix à la portée de tous, résidait dans la relance de l'industrie, et partant augmenter les salaires et le pouvoir d'achat.

R.E

TOUGGOURT

Le jardin botanique Ghabet El-Merabtine, un acquis à valoriser

Le jardin botanique dit "Ghabet El-Merabtine" reste l'un des acquis importants pour les habitants de la wilaya déléguée de Tougourt (Nord d'Ouargla) en quête d'espaces verts et de détente.

Située en plein cœur du grand Tougourt, dans sa partie Sud relevant de la commune de Nezla, Ghabet El-Merabtine, composée notamment d'espaces verts ainsi que de lacs artificiels et de jeux pour enfants, constitue un véritable atout pour la ville de Tougourt, dépourvue d'espaces de loisirs et de détente, selon des citoyens et des acteurs sociaux. En effet, après une longue période d'hibernation, cet espace environnemental a rouvert ses portes au grand public en 2017, après une large action d'aménagement et de remise en état, ont-ils rappelé. Une grande affluence de visiteurs, en particulier des familles, a été enregistrée pendant près de deux ans depuis sa réouverture, avant d'être fermé à nouveau. Selon des responsables locaux du secteur de la Jeunesse et des sports, l'assiette foncière du jardin a été affectée sur décision de wilaya en 2014, via la direction de wilaya de la Jeunesse et des sports, à l'Agence nationale des loisirs de la jeunesse (ANALJ) pour l'exploiter en tant qu'espace de loisirs et de détente, avant que l'agence ne se rende à l'évidence, après finalisation des études concernant le projet de son réaménagement, que le financement était au dessus de ses moyens. Ce qui a amené à confier en 2016 la charge de la gestion de "Ghabet El-Merabtine" à la commune de Nezla. A ce propos, le Président de l'Assemblée communale populaire (P/ APC) de Nezla, Mohamed Bebbia, a fait savoir que la gestion de cet espace public, un bien relevant du domaine privé de l'Etat, a été accordée en 2016 aux services de l'APC, après avoir bénéficié



d'une enveloppe de 94 millions DA pour son réaménagement, puisée de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales. Cependant, un litige est apparu entre le maître d'ouvrage et l'entreprise chargée du réaménagement, concernant le paiement des redevances de cette dernière, ont affirmé des sources locales. Les mêmes sources appellent les pouvoirs publics à résoudre cette question et à confier la gestion de ce jardin, soit à la commune soit à un établissement spécialisé, afin de permettre sa réouverture au plus tôt et permettre son exploitation à la satisfaction des familles, notamment en période de vacance ou en durant les soirées en été, surtout que le Gouvernement a décidé de la réouverture graduelle des espaces de détente et de loisirs au public. A ce titre, M. Bebbia met en avant

l'importance de laisser l'opération de gestion à l'APC de Nezla, en ce qu'elle permet de prendre en charge son entretien et sa gestion.

Rénové, le jardin retrouve sa beauté et sa splendeur

L'action de rénovation, qui traduit la volonté de l'Etat de préserver et valoriser le patrimoine naturel et culturel de cette région du Sud du pays, permet au jardin, qui abritait jusqu'au début des années 80 une belle palmeraie et de nombreuses espèces de plantes à fleurs, de retrouver sa beauté et sa splendeur, gravées dans la mémoire des habitants de la ville, notamment l'ancienne génération. Un groupe de citoyens intéressés par la préservation du patrimoine local a procédé, en 2018, à la replantation de la rose de Tougourt (plantes à leurs originaire de Syrie, ramenée par un des sultans du royaume des Béni-Djel-

lab) au niveau de Ghabet El-Merabtine.

A l'époque coloniale, la rose de Tougourt a été exportée vers la France, avant d'être à l'indépendance délaissée pour cause d'abandon du jardin qui est devenu durant plusieurs années un repaire pour les délinquants. L'appellation des Merabtine (en arabe dialectale) ou Mourabintine (en arabe littéraire) réfère aux gardes-frontières du Royaume historique des Béni-Djellab (descendants des Mérinides), basé à Tougourt de 1414 à 1854, avant d'être détruit par les autorités coloniales.

Cet espace public, couvrant une superficie de 3,7 hectares, a été au programme d'une récente visite de terrain des autorités de la wilaya afin de s'enquérir de la situation du développement local et de l'état d'avancement de différents projets dans la wilaya.

Brèves

WILAYA D'ALGER

Préparation de 22 forêts à l'ouverture samedi prochain

La Direction des Forêts et de la Ceinture verte relevant de la wilaya d'Alger a mené des opérations de nettoyage d'envergure dans 22 forêts en prévision de leur ouverture au public samedi prochain, a-t-on appris mercredi auprès de la chargée de communication de cette Direction. La Direction des Forêts d'Alger a intensifié ces derniers jours les opérations de nettoyage au niveau de 22 forêts en prévision de leur ouverture aux citoyens et adeptes de footing, à partir de samedi prochain, a précisé à l'APS Mme Imene Saadi. Elle a assuré, dans ce sens, que 90% de ces forêts, situées près du tissu urbain de la capitale, étaient prêtes pour accueillir les citoyens à l'image des forêts de Boucharaoui, de Bâimem, du Ravin de la femme sauvage (Bir Mourad Rais), de Oued Smar, d'El Harrach, de Borj El Keffan, de Chéraga et de Zéralda, ajoutant que ces espaces ont été équipées, notamment pour les aires de jeux. Outre les campagnes de sensibilisation menées sur le terrain par les agents forestiers en coordination avec les services de sécurité, le réseau social Facebook a été mis à profit pour rappeler aux citoyens l'obligation de respecter les mesures préventives, notamment le port du masque et l'observation de la distanciation physique d'au moins 1,5 mètre, a souligné Mme Saadi. Des bornes pour se débarrasser des masques, gants et mouchoirs utilisés ont été prévues également, a-t-elle conclu.

CONSTANTINE (CHU -DR BENBADIS)

Des mesures d'urgence pour renforcer l'approvisionnement en oxygène

Des mesures d'urgence ont été prises par les autorités locales de Constantine pour renforcer l'approvisionnement en oxygène médical au Centre hospitalo-universitaire, CHU -Dr Benbadis et répondre à la demande croissante en la matière, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. "Ces mesures axent sur l'entretien des réseaux de distribution de l'oxygène médical au CHU de Constantine et le renforcement de la même structure de santé en cette matière", ont précisé les services de la wilaya, relevant que des instructions ont été données par le wali, Ahmed Abdelhafid Sacci, à l'effet de concrétiser sur le terrain les mesures prises. "Bien que le CHU de Constantine consomme quotidiennement pas moins de 80.000 litres d'oxygène, un volume des plus importants à l'échelle nationale, la demande pour ce type de thérapie augmente de jour en jour au vu du nombre croissant des malades dont le cas nécessite une mise sous oxygène", selon les responsables concernés. A ce titre, le directeur général du CHU, Tarek Mili a indiqué qu'en parallèle des cas atteints du coronavirus pris en charge dans cette infrastructure de santé et dont la majorité nécessite une oxygénothérapie, des patients admis dans différents autres services de soins présentent également des complications et détresses respiratoires qui nécessitent un placement sous oxygène. Le nouveau coronavirus attaque les poumons, causant des formes aiguës de détresse respiratoire et entraînant une baisse dangereuse du niveau d'oxygène dans le sang, a expliqué le même responsable, rappelant que la majorité des cas enregistrés à Constantine, notamment ceux présentant des risques graves sont pris en charge au CHU-Dr Benbadis. Actuellement, les services du CHU-Dr Benbadis font recours à des bouteilles d'oxygène pour tenter de "combler" le déficit enregistré et assurer les soins nécessaires en cas d'urgence, a-t-on indiqué. Pour des spécialistes, ce procédé demeure "insuffisant" et "à risque" du fait que la bouteille d'oxygène peut se vider "en pleine opération de soins intensifs" et complique davantage la prise en charge du patient et peut mettre sa vie en danger.

CONSTANTINE

Saisie de 20 tonnes de sel non conforme à la consommation

Une quantité de 20 tonnes de sel non conforme à la consommation, a été saisie par les contrôleurs de la direction du commerce (DC) de la wilaya de Constantine, a-t-on appris jeudi des responsables locaux de ce secteur. Cette saisie, d'une valeur de 120 000 DA, a été découverte dans une unité de conditionnement des produits alimentaires, a précisé à l'APS, le chef du service de la protection du consommateur et de la répression des fraudes, Abdelghani Bounaâs. La non-conformité de cette production sur le plan physique et chimique, a été approuvée cette semaine, suite à un prélèvement aux fins d'analyses, effectués au laboratoire régional de contrôle de la qualité et de la ré-

pression des fraudes dont les résultats ont confirmé que le taux d'iodates de potassium, dans le sel était inférieur à la norme, a expliqué M. Bounaâs. Le produit en question est retiré du processus de mise à la consommation, a affirmé le même responsable, soulignant que cette opération est inscrite dans le cadre du programme de contrôle régulier de ce type d'unités de production, activant dans le secteur agroalimentaire. Par ailleurs et depuis le début du mois d'août en cours, les opérations de contrôle réalisées par les brigades mobilisées ont permis la saisie de 20,407 tonnes de produits alimentaires avariés, d'une valeur globale de 224,704 DA, a fait savoir la même

source. Les contrôleurs des services du commerce ont effectué, au cours de la même période, 1089 contrôles ciblant des commerces en zones urbaines et des régions les plus reculées dans la wilaya et relevé 81 infractions liées en particulier "au non-respect des règles les plus élémentaires d'hygiène", "de conservation en particulier de produits périssables" et pour "défaut de factures" ou "absence de registre de commerce". Ce premier bilan du mois d'août qui s'inscrit aussi au titre des activités de contrôle visant la lutte contre le Coronavirus (Covid 19) fait état d'un défaut de facturation globale de marchandise d'un montant de 696.250 DA selon les mêmes services.

Brèves

RÉGION DE BENI (RD CONGO)

Au moins 4 morts dans une embuscade

Au moins quatre personnes, dont une adolescente, ont été tuées dans une embuscade tendue à un groupe de jeunes dans la région de Beni, l'un des principaux foyers de violence de l'Est de la République démocratique du Congo, a indiqué jeudi un responsable local. "Nous venons d'enregistrer quatre morts", trois garçons et une fille de 16 ans, dans une embuscade contre "un groupe de jeunes qui allaient effectuer des travaux (d'intérêt) communautaires", a déclaré Richard Kivanzanga, administrateur assistant du territoire de Beni, province du Nord-Kivu (Est). M. Kivanzanga a accusé les Forces démocratiques alliées (ADF) d'être responsable de la tuerie qui a eu lieu dans le village Makele, situé à 10 km d'Oicha, dans le territoire de Beni. Historiquement des rebelles ougandais, les ADF se sont installés dans les années 1990 dans cette région, une des plus dangereuses de l'est du pays. Des civils y sont régulièrement kidnappés dans leurs champs ou tués dans leurs maisons, dans des épisodes de violences depuis octobre 2014 dans cette région, faisant plus de 1.000 morts. Depuis le début du mois d'août, aucune attaque n'avait été rapportée dans cette région où l'armée poursuit ses opérations "d'envergure" lancées contre les ADF depuis octobre 2019.

UKRAINE

Nouvelle liste de prisonniers à échanger

Dans le Donbass Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré que Kiev avait remis aux représentants de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) une liste de prisonniers détenus dans l'est de l'Ukraine en vue d'un éventuel échange, a déclaré jeudi le service de presse de la présidence. M. Zelensky a déclaré que cet échange de prisonniers serait discuté lors de la prochaine réunion du Groupe de contact trilatéral (TCG) pour le règlement pacifique de la situation dans l'est de l'Ukraine, qui se tiendra le 18 août à Minsk. "Nous avons déjà remis une nouvelle liste à l'OSCE. L'OSCE a confirmé notre liste, qui compte environ 100 personnes. Nous attendons que l'autre partie fournisse comme convenu sa propre liste. L'OSCE essaiera ensuite de déterminer quand l'échange pourra techniquement avoir lieu", a noté M. Zelensky. Il a souligné que la réunion du TCG porterait également sur des questions comme le déminage et la sécurité.

CÔTE D'IVOIRE

Manifestations contre un troisième mandat du président Ouattara

Des manifestations sporadiques ont éclaté jeudi à Abidjan et dans ses environs pour protester contre la candidature à un troisième mandat du président Alassane Ouattara, ont rapporté des médias locaux.

L'appel de l'opposition et de la société civile, des groupes de manifestants ont érigé des barricades et brûlé des pneus dans différents quartiers de la mégapole abidjanaise de cinq millions de personnes. Les autorités ont annoncé mercredi soir l'interdiction de ces manifestations, dans un communiqué du ministre ivoirien de l'Administration du territoire, Sidiki Diakité, lu à la télévision publique. Dans le quartier populaire de Yopougon, des affrontements entre policiers et manifestants ont paralysé la circulation dans la zone du palais de justice, selon la même source. A Port Bouet, quartier balnéaire d'Abidjan, des dizaines de manifestants ont bloqué la voie principale, certains brandissant des pancartes affirmant "ADO dégage!" en référence au président Alassane Dramane Ouattara, d'après des correspondants de presse sur place. En revanche, dans le quartier chic de Cocody, où résident le chef de



l'Etat et de nombreuses personnalités, les forces anti-émeute ont été déployées en grand nombre et ont maintenu le calme. A Bonoua, ville de l'ex-première dame de Côte d'Ivoire, Simone

Gbagbo, 50 km à l'est d'Abidjan, un face à face tendu entre manifestants et la police a bloqué la route internationale menant au Ghana. Le président Alassane Ouattara,

78 ans, élu en 2010 puis réélu en 2015, a annoncé qu'il allait se présenter à la présidentielle du 31 octobre pour un troisième mandat, ce dont l'opposition lui conteste le droit.

NORD DU NIGER

L'armée américaine perd un troisième drone

Un drone américain s'est écrasé dans le Nord du Niger, où les Etats-Unis disposent d'une importante base de drones armés destinés à la lutte contre les groupes terroristes dans la bande sahélienne, a indiqué jeudi le commandement de l'armée américaine en Afrique aux médias. "Un avion piloté à distance (Remotely Piloted Aircraft - RPA) a été perdu près d'Agadez, au Niger, en raison

d'une défaillance mécanique et non "d'une action hostile". "Les forces américaines ont récupéré le RPA le 12 août", a précisé par courrier électronique le commandement de l'armée américaine en Afrique. C'est le troisième drone perdu par les Américains depuis le début de l'année, après la chute de précédents engins le 29 février et le 23 avril 2020, également dans la zone d'Agadez. L'armée

américaine avait alors parlé "d'une panne mécanique". C'est au total le quatrième drone américain qui s'abîme au Niger, pays pauvre confronté aux attaques terroristes très meurtrières dans ses parties Sud-Est, près du Nigeria, et Ouest, limitrophe du Mali. En octobre 2014, un drone s'était écrasé pour des raisons inconnues sur l'aéroport de Niamey, provoquant la fermeture des pistes pendant plusieurs heures.

NIGERIA

14 personnes tuées par des voleurs de bétail dans le centre du pays

Des hommes armés, vraisemblablement des voleurs de bétail, ont tué 14 personnes lors de l'attaque d'un village dans le centre du Nigeria, selon la police locale. Des dizaines de combattants ont envahi le village de Ukuru mercredi, dans le district de Mariga (Etat du Niger, dans le centre du Nigeria) faisant 14 morts et cinq blessés a déclaré Wasiu Abiodun, le porte-parole de la police locale. "Des hommes en armes ont ouvert le feu sur le village, tuant 14 personnes et faisant 5 blessés", a-t-il déclaré à la presse. "Ils ont également volé un nombre inconnu de têtes de bétail", dans ce village d'éleveurs, a ajouté M. Abiodun. Les voleurs de bétail terrorisent le centre et le nord-ouest du Nigeria, pillant les villages et pratiquant des enlèvements de masse contre rançon. Ils sont particulièrement actifs dans les Etats de Zamfara, Katsina, Kaduna et du Niger.

EXPLOSION DE BEYROUTH

Des experts de l'ONU réclament une enquête indépendante

Des experts des droits de l'Homme de l'ONU ont réclamé jeudi une enquête indépendante et rapide sur l'explosion qui a ravagé Beyrouth. Ce groupe d'experts a aussi demandé que le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, dont le siège est à Genève, ait une réunion spéciale en septembre sur ce dossier, une requête inhabituelle. Les experts des Nations unies sont mandatés par l'institution et lui font rapport mais ne

s'expriment pas en son nom. Le président libanais Michel Aoun a d'ores et déjà rejeté l'idée d'une enquête internationale sur l'explosion dans le port de Beyrouth. "Nous soutenons les appels à l'ouverture d'une enquête rapide, impartiale, crédible et indépendante fondée sur les principes des droits de l'Homme, pour examiner toutes les demandes, craintes et besoins liés à l'explosion, ainsi que les lacunes sous-jacentes dans le respect des droits

de l'Homme", ont déclaré 38 experts dans une déclaration commune. L'enquête, ont-ils ajouté, devrait pouvoir explorer "toutes les défaillances systémiques de la part des autorités et des institutions libanaises dans le domaine de la protection des droits humains". L'enquête devrait être effectuée dans le respect de l'anonymat des victimes et des témoins et ses conclusions être rendues publiques, ont encore réclamé les experts.

ACCORD DE "NORMALISATION" EMIRATS/ISRAËL

Plusieurs pays expriment leur rejet et indignation

Plusieurs pays ont exprimé leur indignation et leur rejet de l'accord de "normalisation" entre les Emirats arabes et Israël, conclu sous l'égide des Etats-Unis, qualifié par l'Autorité palestinienne de "trahison" de la cause palestinienne.



Les dirigeants palestiniens rejettent ce que les Emirats arabes unis ont fait. Il s'agit d'une trahison d'El-Qods et de la cause palestinienne", a indiqué dans un communiqué la direction palestinienne, appelant à une "réunion d'urgence" de la Ligue arabe pour dénoncer le projet soutenu par les Etats-Unis. L'Autorité palestinienne a rappelé aussi son ambassadeur à Abou Dhabi. "Cet accord est rejeté et condamné. Il ne sert pas la cause palestinienne mais est considéré comme une continuation du déni des droits du peuple palestinien", a déclaré pour sa part Hazem Qassem, le porte-parole du mouvement palestinien Hamas, ajoutant qu'il s'agit d'un "chèque en blanc" pour la poursuite de l'occupation israélienne. "Cet accord annoncé jeudi est une "stupidité stratégique" d'Abou Dhabi et

d'Israël qui "renforcera, sans aucun doute, l'axe de résistance", a déclaré par ailleurs le ministère iranien des Affaires étrangères, dans un communiqué. Pour l'Iran, l'"établissement de relations diplomatiques entre Israël et les alliés des Etats-Unis dans le Golfe est un objectif clé de la stratégie régionale du président américain Donald Trump pour contenir l'influence grandissante de l'Iran". Pour sa part, la Turquie a dénoncé cet accord en affirmant qu'il ne s'agit que d'une "hypocrisie qui ne servira que les intérêts des Emirats arabes". "Les Emirats arabes unis s'efforcent de présenter cela comme une sorte de sacrifice pour la Palestine, alors qu'ils trahissent la cause palestinienne pour servir leurs petits intérêts", a réagi le ministère turc des Affaires étrangères, ajoutant que "l'Histoire et la conscience des peuples de la ré-

gion n'oublieront pas cette hypocrisie et ne la pardonneront jamais". Le président turc, Erdogan, a indiqué hier avoir "instruit le mi-

nistre des Affaires étrangères quant à la suspension de toute relation avec les Emirats arabes Unis".

R.I

Abbas convoque une "réunion d'urgence" de la direction palestinienne

Le président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, a convoqué une "réunion d'urgence" jeudi soir de la direction palestinienne pour discuter de l'accord de normalisation des relations entre Israël et les Emirats arabes unis, a rapporté l'agence de presse palestinienne, Wafa. Au terme de cette rencontre, selon Wafa, la direction palestinienne devrait annoncer sa réaction à une normalisation déjà rejetée et condamnée par le mouvement de résistance Hamas, "Cet accord est rejeté et condamné. Il ne sert pas la cause palestinienne mais est considéré comme une continuation du déni des droits du peuple palestinien", a déclaré auparavant Hazem Qassem, le porte-parole du Hamas, cité par des médias. Les Emirats arabes unis (EAU) et Israël ont conclu jeudi un accord de paix négocié sous l'égide des Etats-Unis, censé conduire à une normalisation complète de leurs relations diplomatiques, ont rapporté des médias.

NORD DE L'IRAK

Trois membres du PKK tués par un bombardement turc

Un nouveau bombardement turc a tué jeudi soir trois membres du Parti des travailleurs kurdes (PKK, interdit en Turquie) dans le nord de l'Irak, a indiqué un responsable local, alors que Baghdad dénonce les raids turcs sur son territoire y voyant une violation de sa souveraineté. "Un bombardement turc a visé une voiture dans le village de Rachanki, dans la province de Dohouk, tuant trois combattants du PKK et en blessant un quatrième qui a pris la fuite", a déclaré hier Mouchir Bachir, maire de la localité. "Le 4X4 sans plaque d'immatriculation venait de Dohouk et s'était arrêté devant une épicerie", a-t-il précisé. Depuis jeudi, l'Irak a contacté les dirigeants des pays voisins arabes pour tenter de former un "front uni" contre Ankara qui continue de bombarder des positions du PKK dans le nord de l'Irak. En juin, la Turquie a lancé l'opération "Griffes du Tigre" au Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak, et depuis, Baghdad et Ankara n'ont cessé de s'opposer au sujet des frappes aériennes et de l'incursion terrestre de commandos turcs. Mardi, deux hauts gradés et un soldat irakiens ont été tués par un tir de drone turc, menaçant de provoquer une crise entre les deux pays. Baghdad a convoqué mercredi, pour la troisième fois en deux mois, l'ambassadeur turc. Hier, le ministre irakien des Affaires étrangères, Fouad Hussein, a contacté ses homologues bahreïni et émirati, après s'être entretenu la veille avec ses homologues égyptiens, jordaniens, saoudiens et koweïtiens ainsi que le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit. Il a plaidé pour "une position unie obligeant la Turquie à retirer ses forces infiltrées en territoire irakien". Depuis le début de l'opération "Griffes du tigre", au moins cinq civils ont été tués. Ankara a annoncé la mort d'au moins sept de ses soldats.

R.I

AFGHANISTAN

Les autorités ont commencé à libérer les 400 derniers prisonniers talibans

Les autorités afghanes ont annoncé hier qu'elles avaient commencé à libérer les 400 prisonniers talibans dont la libération doit permettre le début des négociations de paix. Le porte-parole du Conseil de sécurité nationale, Javid Faisal, a tweeté qu'un groupe de 80 détenus avaient été libérés jeudi, ce qui va "accélérer les efforts en vue des discussions directes et d'un cessez-le-feu durable et national". Le sort de ces 400 talibans a été un des principaux freins au démarrage des négociations, maintes fois repoussées, entre les insurgés et le gouvernement afghan, qui s'était engagé à procéder au préalable à un échange de prisonniers. Une "loya jirga", grande assemblée afghane, composée de milliers de dignitaires, responsables étatiques et chefs tribaux, a accepté dimanche le principe de la libération des 400 talibans. Lundi soir, le président Ashraf Ghani a signé un décret ordonnant leur libération, ont annoncé ses services. Certains des prisonniers ont cependant été impliqués dans des attaques meurtrières qui ont tué des Afghans et des étrangers, et 44 sont particulièrement surveillés par les Etats-Unis et d'autres pays pour leur rôle dans des attaques visant des cibles de premier plan. Kaboul a déjà relâché près de 5 000 talibans, mais les autorités afghanes avaient jusqu'ici refusé de libérer les 400 derniers captifs réclamés par les insurgés. La libération de "criminels endurcis" et de trafiquants de drogue va "vraisemblablement représenter un danger pour nous, pour (les Etats-Unis) et pour le monde", a mis en garde jeudi Ashraf Ghani lors d'une vidéoconférence organisée par un centre de réflexion de Washington, le Council on Foreign Relations. La paix a un coût et avec cette libération "nous payons le plus gros versement, ce qui signifie que la paix aura des conséquences", a-t-il dit.

R.I

MÉDITERRANÉE ORIENTALE

La Turquie accuse la France de se comporter « comme un caïd »

La France se comporte « comme un caïd » et « accentue les tensions » en Méditerranée orientale, c'est l'accusation portée, hier par la Turquie, après le renforcement de la présence militaire française dans cette zone où Ankara et Athènes s'opposent, sur fond de découverte de vastes gisements gaziers. « La France, en particulier, devrait cesser de prendre des mesures qui accentuent les tensions. Ils n'obtiendront rien en se comportant comme des caïds », a déclaré hier le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Cavusoglu, lors d'une conférence de presse avec son homologue suisse à Genève. Ces déclarations interviennent dans un contexte de tensions croissantes entre Ankara et Paris, qui s'opposent sur la Méditerranée orientale, la Libye et la Syrie. Jeudi, Paris a annoncé le déploiement de deux avions Rafale et de deux navires de guerre en Méditerranée orientale en signe de soutien à la

Grèce, qui accuse la Turquie de mener des recherches énergétiques illégales dans ses eaux. M. Cavusoglu a affirmé que la Turquie « ne souhaitait pas l'escalade », tout en rejetant la responsabilité des crispations sur Athènes, qu'il a appelé à « agir avec bon sens ». La découverte ces dernières années de vastes gisements gaziers en Méditerranée orientale a aiguisé l'appétit des pays riverains et renforcé les tensions entre la Turquie et la Grèce, deux pays voisins aux relations régulièrement ponctuées de crises. La situation s'est notamment détériorée après le déploiement lundi par Ankara d'un navire de recherche sismique, escorté par des bâtiments militaires, pour effectuer des recherches de gisements dans une zone revendiquée par Athènes. La marine grecque est également présente dans la zone pour « surveiller » les activités turques, selon Athènes. Le gouvernement turc a accusé

hier les forces grecques d'avoir tenté de « harceler » son navire sismique, prévenant que toute agression ferait l'objet d'une riposte. « Nous ne pouvons pas laisser la moindre attaque sans réponse. Hier, un tel incident est survenu (...). Si cela continue, nous répliquerons », a affirmé hier à la presse le président turc, Recep Tayyip Erdogan. Le gouvernement allemand a, de son côté, « pris acte » hier des manœuvres françaises en Grèce et appelé Paris, Athènes et Ankara à éviter « l'escalade » dans le conflit en Méditerranée orientale autour de l'exploration d'hydrocarbures. « Ce qui est important, c'est la désescalade (...). Tout doit être entrepris pour éviter une nouvelle escalade », a déclaré le porte-parole du gouvernement Steffen Seibert. La veille, Angela Merkel s'était entretenue avec le Premier ministre grec et le président turc, dans une tentative de médiation.

AFP

Brèves

CS CONSTANTINE Amrane nouvelle recrue estivale

L'attaquant du CA Batna, Fayek Amrane, s'est engagé jeudi pour un contrat de trois saisons avec le CS Constantine, a appris l'APS auprès du pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football. Auteur de 8 buts en 24 matchs avec la formation batnienne, Amrane, âgé de 23 ans, avait déjà évolué à l'US Chaouia, au MO Constantine et à l'AB Merouana. Amrane rejoint ainsi les deux premières recrues estivales du CSC, le défenseur Ahmed Maâmeri (WA Boufarik) et le milieu de terrain Mohamed Amine Baghdadi (ASM Oran), qui se sont également engagés pour trois ans.

Outre l'opération de recrutement, la formation de l'Est a enregistré au cours de la semaine la désignation de Yazid Laâla à la tête du Conseil d'administration. Ce cadre dirigeant au sein de l'Entreprise nationale des travaux aux puits (ENTP), actionnaire majoritaire, succède à Saïd Naouri. Pour rappel, le CSC a enregistré le retour de l'entraîneur Abdelkader Amrani qui s'est engagé pour un contrat de deux ans. Amrani (64 ans) revient ainsi sur le banc du CSC, deux ans après l'avoir mené au titre de champion au terme de la saison 2017-2018. Puis il a dirigé la barre technique du CR Belouizdad, avec lequel il a remporté la Coupe d'Algérie 2018-2019 et le club marocain du Difaâ Hassani El-Jadida.

Son aventure avec la formation marocaine, qui devait s'étaler sur une période de six mois renouvelable, a pris fin en mai dernier après la décision de la direction de résilier son contrat à l'amiable en raison des répercussions de la crise sanitaire de nouveau coronavirus (Covid-19). Le CSC a bouclé la saison 2019-2020, définitivement suspendue en raison de la pandémie de Covid-19, à la 5e place au classement avec 34 points, à six longueurs du CR Belouizdad, déclaré "à titre exceptionnel" champion d'Algérie.

R. S

LIGUE 2 / CR TÉMOUCHENT

Hadj Merine nouvel entraîneur

Le technicien Hadj Merine est devenu le nouvel entraîneur du CR Témouchent, a-t-on appris jeudi auprès de la direction de ce club nouveau promu en Ligue 2 de football. Hadj Merine, qui a entraîné la saison passée l'OM Arzew (Ligue 2) et le NC Magra (Ligue 1), succède ainsi à l'ancien international Omar Belatoui, dont le contrat avec le CRT est arrivé à terme.

Les gars d'Aïn Témouchent, qui ont terminé leaders de leur groupe Ouest dans la division nationale amateur avec un écart de neuf points sur le poursuivant immédiat, l'IRB El Kerma, tableront la saison prochaine sur le maintien, selon leur président Houari Talby. "Le championnat sera très difficile la saison prochaine. Nous allons affronter, dans notre groupe Centre-Ouest, des clubs connus sur la scène footballistique nationale, ce qui nous oblige dès maintenant à bien nous préparer, en renforçant notamment notre effectif avec des joueurs expérimentés", a déclaré le jeune président du CRT à l'APS. Ayant souffert le martyre sur le plan financier au cours de la précédente saison, Houari Talby espère cette fois-ci bénéficier d'une assistance significative de la part des autorités locales", a-t-il souhaité. "Le CRT patauge dans les divisions inférieures depuis 2011 et on ne veut pas que l'équipe rétrograde à nouveau dès sa première année en Ligue 2. C'est pour cela que la contribution des autorités locales est des plus vitales la saison prochaine", a-t-il insisté.

R. S

MC ALGER

L'Ivoirien Daoudi Isla deuxième recrue estivale

Le milieu de terrain ivoirien du CABB Arreridj Daoudi Isla Diomandé, s'est engagé jeudi pour un contrat de trois ans avec le, a annoncé le club vice-champion d'Algérie de football sur sa page officielle Facebook.

Isla (22 ans) devient ainsi la deuxième recrue estivale du "Doyen" après le défenseur central Mouad Haddad, ce dernier a paré un contrat de deux saisons, en provenance du JSM Skikda, promu en Ligue 1 professionnelle.

Le joueur ivoirien avait rejoint le championnat algérien en 2018, en s'engageant avec l'ES Sétif, lui qui avait déjà porté auparavant le maillot de l'ES Zarzis (Tunisie) et du SO Cholet (France). Outre la stratégie de promouvoir quelques joueurs issus de la réserve, la direction du MCA compte engager d'autres joueurs, dans l'optique de jouer les premiers rôles en championnat, mais également faire bonne figure lors de la prochaine édition de la Ligue des champions 2020-2021, coïncidant avec le centenaire du club algérien.

La période des transferts d'été s'est ouverte officiellement mercredi et s'étalera jusqu'au 27 octobre. Le coup d'envoi de la saison 2020-2021 n'a pas encore été fixé.

R. S



DÉVELOPPEMENT DU FOOTBALL AMATEUR

La DTN conviée à une réunion organisée par la Fifa

La Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF), est conviée à une réunion par visioconférence le jeudi 20 août, organisée par le Département technique de la fédération internationale de football (Fifa), dans le cadre du projet pilote de "Développement des talents - analyse de l'écosystème du football", rapporte jeudi l'instance fédérale sur son site officiel.

Cette séance sera consacrée pour donner les explications nécessaires et réviser ensemble le questionnaire avant de le transmettre à la Fifa, précise la même source.

La FAF rappelle que le président Kheireddine Zetchi, et le DTN Chafik Ameur, "ont eu une séance de travail au sujet de ce dossier, à l'issue de laquelle le premier responsable de la fédération a tenu à féliciter le travail mené par le DTN et son équipe, et qui a permis à l'Algérie de décrocher un tel projet".

Le Département technique de la Fifa a retenu un certain nombre d'associations membres, dont la FAF, sur la base du dossier introduit par la DTN.

L'instance internationale à travers son département technique, a lancé cette année le projet "Développement des talents - analyse de l'écosystème du football" qui servira de base au programme de haute performance prévu pour 2021.

"À partir de ces mêmes principes, il a été décidé de créer un programme pour le développement du football amateur, d'autant que ce pan de l'écosystème du football occupe une place essentielle au sein des associations membres puisqu'il permet à tout un chacun (garçon, fille, femme et homme) de jouer au football, quel que soit son niveau, son âge, sa religion et son environnement", avait expliqué la FAF précédemment.

R. S

FOOT (SAISON 2020-2021)

La DTN arrête les diplômes requis pour exercer

La Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF), a arrêté les exigences des diplômes d'entraîneurs requis pour exercer lors de la saison 2020-2021, rapporte jeudi l'instance fédérale sur son site officiel. Pour la Ligue 1 professionnelle, désormais composée de 20 clubs suite au léger remaniement du nouveau système pyramidal de compétition, chaque entraîneur ou entraîneur-adjoint doit impérativement être titulaire d'un diplôme CAF A, UEFA, ou AFC Pro, type 3e degré. Concernant le poste de préparateur physique et d'entraîneur des gardiens de but, la DTN exige respectivement un diplôme fédéral de préparateur physique de haut niveau (PPH) et diplôme fédéral N1 et N2, et cela pour l'ensemble des paliers. Pour pouvoir entraîner en Ligue nationale 2, composée de deux groupes de 18 clubs chacun, et en Division nationale amateur (DNA), la DTN exige un diplôme de Conseiller en Sport (CS) ou technicien supérieur en sport (TSS en football) pour le poste d'entraîneur en chef ou assistant.

Enfin, pour les techniciens désireux d'exercer leur métier en Ligue régionale, ils devront être titulaires d'un diplôme fédéral d'entraîneur (DFE 3) deuxième degré pour la LRF1, et DFE 2 premier degré pour la LRF 2.

R. S

RÉUNION FIFA - CAF

Le retour des activités footballistiques au menu

Le retour des activités footballistiques, suspendues en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), a été l'un des points abordés lors d'une réunion, tenue mercredi par visioconférence, entre la fédération internationale de football (Fifa) et la Confédération africaine (CAF), en présence du président de la fédération algérienne (FAF) Kheireddine Zetchi, rapporte l'instance fédérale jeudi sur son site officiel. Les fenêtres Fifa (dates et calendrier international), et l'annulation et/ou le report de certaines compétitions, ont été également inscrites à l'ordre du jour, au cours de cette réunion de trois heures, tenue en présence du président de la Fifa Gianni Infantino, du président de la CAF Ahmad Ahmad, mais aussi des membres du Conseil de la Fifa et du comité exécutif de la CAF : Faouzi Lekjaâ

(Maroc), premier vice-président de la CAF, Hani Abo Rida (Egypte), Tarek Bouchamaoui (Tunisie), et Ahmed Yahia (Mauritanie). Il y avait aussi, côté Fifa, Mme Fatma Samoura, secrétaire générale, Mattias Grafstrom, secrétaire adjoint et Veron Mosengo-Omba, directeur régional de la Division des associations membres Afrique et Caraïbes, précise la même source.

"Invité à intervenir après le président de la CAF, Kheireddine Zetchi a dressé un tableau sur la situation de la pandémie en Algérie, son évolution et toutes les décisions et mesures prises par la fédération depuis le mois de mars, et l'arrêt des activités sportives, jusqu'au dernier bureau fédéral tenu le 10 août", avec notamment le recours à "une consultation écrite auprès des membres de l'Assemblée générale, ce qui a amené à pren-

dre la décision de mettre fin à la saison 2019-2020", souligne la FAF.

La démarche participative qui "a été saluée par les instances FIFA - CAF, tout comme les efforts consentis à s'adapter à une crise sans précédent, que ce soit par rapport aux réaménagements apportés au système de compétition ou bien la possibilité donnée aux différents démembrements (Ligues) de continuer à activer en attendant la tenue de leurs assemblées générales de renouvellement de mandat".

Enfin, la FAF indique que "d'autres réunions sont prévues à l'avenir, cette fois avec le président de la CAF pour faire le point à chaque fois sur l'évolution de la situation dans les différents pays des associations membres et l'aide à apporter à ces dernières".

R. S

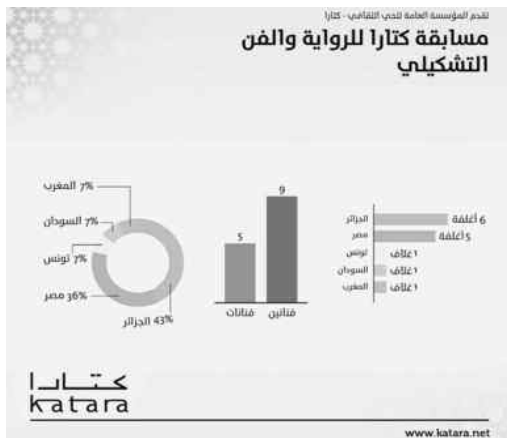
EDITION 2020

L'Algérie domine le palmarès des Prix Katara pour le roman et l'art plastique

Le Katara village culturel a annoncé les gagnants de son concours pour le roman et l'art plastique. Il y a eu des gagnants sur un total de 856 participants de différents pays.

Des artistes plasticiens algériens ont décroché 6 des 14 prix Katara pour le roman et l'art plastique, organisé par la fondation culturelle Katara, et dont les résultats ont été annoncés récemment.

Les lauréats algériens de ce prix, qui a vu la participation de 856 artistes de différents pays arabes, sont Zedani Mohamed Zineddine pour la couverture du roman "El Makhtoufa" de Wared Badr Es-salem, Inès Abdelmounaim pour la couverture du roman "Une tasse de café et un croissant" du romancier Nacer Salmi, Nour Imène Merabet pour la couverture du roman "Haim et moi" de Habib Sayah. Les trois autres primés sont Wiam Saheb pour la couverture du roman "Un femme à l'opposé d'elle-même" de l'écrivaine jordanienne Laïla al-Atrash, Salim Mansouria pour la couverture du roman "Un visiteur de l'avenir" d'Imad Daboussi, ainsi que Tayeb



Laidi pour la couverture du roman "Pardon ô Montagne". Tous ces romans avaient remporté

les prix de la précédente édition du Prix Katara pour le roman. Outre une récompense financière

à titre d'encouragement, chaque lauréat aura son nom affiché sur la couverture du roman en question. Le prix Katara pour le roman et l'art plastique a été lancé, pour la première fois en 2017, avec comme objectifs lier le roman à l'art plastique. Des artistes plasticiens qatariens ont illustré les couvertures de parutions du prix Katara pour le roman arabe dans les précédentes éditions jusqu'à la 6e édition en 2019. La participation a été alors ouverte aux différents artistes plasticiens de par le monde.

Pour rappel, la fondation culturelle supervise la gestion du village Katara, l'un des monuments civilisationnels de la capitale qatarie Doha et un lieu de rencontre des intellectuels et des artistes et un centre de conférences, concours, expositions et de concerts de musiques et autres formes de l'expression artistique.

APS

LIBAN

L'UNESCO mobilise ses partenaires pour la réhabilitation du patrimoine culturel de Beyrouth

L'UNESCO réunit ses partenaires pour coordonner le soutien au patrimoine culturel après la tragique explosion qui a frappé Beyrouth. L'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) mobilise ses partenaires pour la réhabilitation du patrimoine culturel de la ville de Beyrouth fortement endommagée suite aux deux explosions ayant frappé le port de la ville le 4 août dernier.

"Le 10 août, une réunion en ligne a eu lieu afin de coordonner les mesures à prendre d'urgence et à plus long terme pour préserver le patrimoine culturel de la ville gravement endommagée et réhabiliter sa vie culturelle", a noté l'organisation dans le communiqué publié jeudi.

L'Organisation onusienne a précisé "que c'est suite à l'appel de soutien émis par la Direction générale des antiquités du Liban, que

l'UNESCO mènera la mobilisation internationale pour la récupération et la reconstruction de la culture et du patrimoine de Beyrouth". L'assistance de l'UNESCO reposera, selon le communiqué, "sur l'évaluation des besoins techniques de la Direction générale et du Plan d'action international pour la culture de Beyrouth, que l'UNESCO développe actuellement avec tous ses partenaires".

L'UNESCO s'engage aussi "à diriger l'ensemble des interventions dans le domaine de la culture, qui doit constituer une partie essentielle des efforts plus larges de reconstruction et de redressement".

Selon le communiqué, le Dr Sarkis Khoury, Directeur général des antiquités au ministère de la culture du Liban, a doré et déjà partagé une première évaluation des dommages causés aux institutions culturelles et aux sites du patrimoine de la ville. Il a noté qu'"au moins 8 000

bâtiments, dont beaucoup sont concentrés dans les vieux quartiers de Gemayzé et Mar-Mikhaël, ont été touchés".

Lors de la réunion "des mesures d'urgence ont également été invoquées pour préserver la vie culturelle de Beyrouth à travers la mobilisation des artistes, des professionnels de la culture, des artisans et des gardiens du savoir traditionnel", a souligné l'UNESCO.

La réunion en ligne de l'UNESCO a vu la présence de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit, (ALIPH), le Centre régional arabe pour le patrimoine mondial (ARC-WH), Blue Shield, le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM), le Conseil international des musées (ICOM) et le Conseil international des musées et des sites (ICOMOS).

AFP

Brèves

RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Un documentaire sur le parcours du moudjahid Roberto Mahmoud Muniz

La chaîne de télévision régionale "Canal Santa Fé" en Argentine a diffusé, le 11 août 2020, en avant-première, un documentaire qui s'intitule "Muniz, l'Argentin, dans la révolution algérienne" qui retrace le parcours du moudjahid Roberto Mahmoud Muniz, un Argentin ayant rallié la révolution algérienne en 1959. Réalisé sous forme de moyen métrage, le documentaire a été déclaré d'"intérêt municipal" en Argentine, à travers le décret 53/367, adopté le 12 mars 2020 par le Conseil municipal de Rosario. Dans ce documentaire, le réalisateur Nestor Antonio Suleiman, d'origine syro-palestinienne, reprend le témoignage du militant Roberto Mahmoud Muniz qui a fait connaître la cause algérienne et sa guerre d'indépendance en Argentine.

C'est en qualité de Secrétaire général du "parti ouvrier" argentin que Roberto Muniz a eu ses premiers contacts avec les émissaires du FLN à Buenos Aires en 1956.

S'imprégnant durant des mois de la Révolution algérienne, Roberto, qu'on appellera par la suite Mahmoud, finit par rejoindre les rangs de l'ALN où il s'occupa de l'aspect technique de la fabrication d'armes, avant de s'installer à Alger au lendemain de l'indépendance.

APS

Martin Scorsese signe un contrat avec Apple TV +

Après un passage remarqué sur Netflix avec The Irishman, Martin Scorsese vient de signer un accord pluriannuel pour des projets de films et de télévision que le cinéaste produira et réalisera pour Apple TV+ via sa société Sikelia Productions.

La collaboration va démarrer avec Killers of the Flower Moon, l'adaptation par Eric Roth du livre de non-fiction de David Grann portée par Leonardo DiCaprio et Robert De Niro. Le film est en préproduction et le tournage devrait débuter en février en Oklahoma.

Martin Scorsese aurait demandé un budget pharaonique à la Paramount pour ce film, ce qui aurait remis en cause l'accord qu'il avait avec ce studio, surtout après l'échec du magnifique Silence au box-office (23 millions de recettes pour un budget d'environ 46 millions).

Apple TV+ a remporté une enchère avec le retour sur le marché du film de plus de 180 millions de dollars, doublant Netflix et d'autres studios, et devenant ainsi le producteur du long-métrage. La distribution à l'international sera toujours assurée par la Paramount, assurant un passage en salles avant sa diffusion sur la plateforme de SVOD. Killers of the Flower Moon devrait être disponible en 2021.

La plateforme de la firme à la pomme continue ainsi d'enrichir son écurie de talents. Apple a déjà conclu des accords avec Leonardo DiCaprio et Jennifer Davisson d'Appian Way, Green Door Pictures d'Idris Elba et Scott Free Productions de Ridley Scott.

R.C

TUNISIE

Des bédéistes algériens au salon virtuel de la bande dessinée de Tazarka

La nouvelle génération de bédéistes algériens sera à l'honneur lors 24e Salon international de la bande dessinée de Tazarka en Tunisie avec la participation d'une dizaine de dessinateurs à cette édition virtuelle qui s'est ouverte jeudi.

Afin de respecter les mesures de lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus, les organisateurs du salon ont opté pour une version virtuelle avec des ateliers en ligne, des tables rondes et un riche contenu vidéo qui

sera diffusé sur les réseaux sociaux.

Les travaux de Bouchra Mokhtari, Nesma Mesbah, Mahrez Si Saber, Ahmed Abzouzi, Sofiane Belaskri, Samir Togui seront mis en avant avec d'autres dessinateurs tunisiens comme Abir Gasmî, Noha Habaieb et Chakib Daoud. Des portraits vidéo de chacun des artistes seront diffusés sur les pages de l'événement sur les réseaux sociaux en plus d'une table ronde sur l'histoire et l'évolution de la bande dessinée en Algérie animée par l'uni-

versitaire, journaliste et écrivain Lazhari Labter. Des performances artistiques diffusées en direct et des concours destinés aux enfants sont également au programme de la manifestation. Organisé par l'association culturelle tunisienne "Cerclé des amis de l'image" ce salon, qui se poursuit jusqu'au 16 août, vise à découvrir de jeunes talents, à accompagner la créativité artistique chez l'enfant et à contribuer au développement des arts de visuels.

APS

TÉLÉ

M C'est quoi cette famille?! 21h05



Recomposée et nombreuse, la famille du jeune Bastien est compliquée. Sophie, sa mère, s'est mariée trois fois.

TF1 SERIES FILMS Clem 21h00



Inès appelle Caro en plein milieu de la nuit pour lui demander de venir en urgence au Claro que sí.

france Ô Kepler(s) 20h55



Suite à une opération de police qui a mal tourné, Samuel Kepler, est mis au vert au commissariat de Calais.

G STAR Ghost Chasers 21h00



D'éminents spécialistes du paranormal se rendent dans une école désaffectée située à Woolwich.

VISION



france-2 Fort Boyard 21h05



Les invités sont le duo comique Les Bodin's, les animateurs Alex Goude et Tiga, le mannequin Laurent Maistret.

france-3 Le secret de l'Abbaye 21h05



Le corps sans vie de frère Yves est retrouvé pendu par les pieds à la croix du cimetière de Montjoyer.

21h05 Superstore



Cheyenne et Bo ont une dispute. Mateo et Jonah supervisent les adoptions de chiens dans le magasin.

POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE Dwayne Johnson reste l'acteur le mieux payé au monde



Belle année pour Dwayne Johnson. Selon Forbes, «The Rock» est l'acteur le mieux payé au monde, pour la deuxième année consécutive. Du 1er juin 2019 au 1er juin 2020, il a empoché la coquette somme de 87.5 millions de dollars. Comme l'explique Forbes, une grande partie de ce pactole provient de Netflix et de son contrat pour le long-métrage Red Notice, qui devrait être disponible à l'automne sur la plateforme. En tant que tête d'affiche, Dwayne Johnson a touché 23.5 millions de billets verts. Une autre partie de ses gains est issue de son partenariat avec l'équipementier Under Armour, pour qui il a créé sa ligne. A la deuxième place du podium, on retrouve Ryan Reynolds avec 71.5 millions de dollars. Tout comme The Rock, l'acteur doit une grande partie de sa fortune cette année à Netflix pour les films Red Notice (il est lui aussi à l'affiche), ainsi que pour Six Underground, réalisé par Michael Bay en 2019, et disponible sur la plateforme. Aux 3e et 4e places se classent ensuite Mark Wahlberg (58 millions), puis Ben Affleck (55 millions). A la 6e place du classement Forbes se trouve Akshay Kumar, le seul acteur de Bollywood dans ce top 10. Parmi ses 48 millions de dollars, une partie lui provient notamment de la série The End pour Amazon Prime Video.

Quotidien National d'Information
Edité par Sarl NATION EDITION
Capital social de 1000 000,00 DA

Directeur général, Responsable de la Publication
Omar ATTIA

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

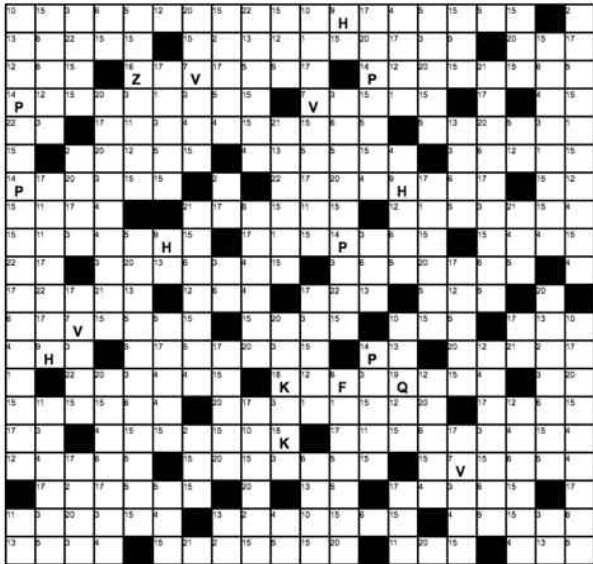
Pour toutes vos publicités, contacter ANEP, 1 rue Pasteur Alger-Centre
Tél/Fax : 023 50 80 05

Siège social
30, rue Mehdi Ben Toumert, Bologhine, Alger
Siège de la rédaction
3, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, Alger-Centre
Tél/Fax : 021 71 47 67

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

RIB : BDL 005 00170 4002162000 18

Mots placés N° 24



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22
V F H P Z K Q

Insolite

Coronavirus : face aux restrictions, un couple suédo-norvégien se marie sur la frontière

Une épidémie mondiale ne les aura pas empêchés de se dire "oui" : face aux restrictions de circulation, une Norvégienne et un Suédois se sont mariés sur la ligne de démarcation d'un pont frontalier entre les deux pays, ont-ils raconté mardi à l'AFP.

"Au début, ce n'était qu'une blague entre nous", s'amuse Heidi Caroline Nystrom, qui a épousé dimanche son promis, Willy Lyssell. Fiancé depuis le début du printemps, ce couple de sexagénaires attendait avec impatience l'annonce de la fin des restrictions de voyage entre la Suède et la Norvège, en vain.

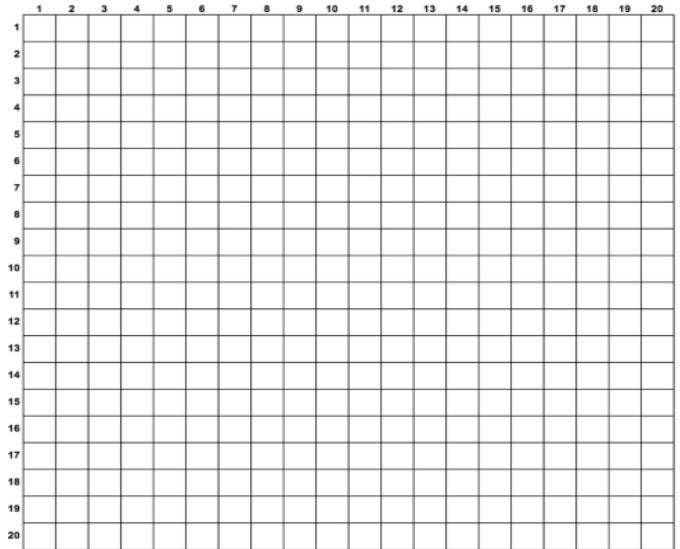
La Norvège impose toujours des conditions strictes aux voyageurs se déplaçant vers certains comtés suédois, dont fait partie le Västra Götaland, au sud-ouest de la Suède, où ils vivent et travaillent tous les deux. "On s'est dit: 'Pourquoi ne pas nous marier à la frontière?', raconte Heidi Caroline. Pour que ma maman, qui était témoin, puisse venir et se tenir du côté norvégien sans risquer une quarantaine".

Pour cette union atypique sur le vieux pont de Svinesund à une centaine de kilomètres au sud d'Oslo, le couple de commerçants, qui tient une boutique dans la ville suédoise de Strömstad, n'a fait venir qu'une poignée de témoins et deux musiciens. "C'était censé être un mariage secret", confesse la jeune mariée, surprise de l'attention suscitée par la cérémonie. "De nombreux promeneurs s'arrêtaient pour voir ce qu'il se passait, et les quelques



voitures qui passaient ralentissaient à notre hauteur". Malgré l'atmosphère festive, les participants ont pris garde à respecter certaines règles de distanciation sociale. "Il n'y a pas eu d'embrassades, à part entre Willy et moi. Je n'ai même pas pu prendre ma maman dans mes bras", se désole Heidi Caroline. Lorsqu'on leur demande leurs plans pour l'avenir, les nouveaux mariés répondent d'une seule voix "le travail, le travail et encore le travail". Les deux stakhanovistes, qui ont fait connaissance il y a douze ans lors d'un salon professionnel, entament à présent leur lune de miel en Scanie, région du sud de la Suède, mais sans pour autant perdre de vue leurs affaires. "On va rencontrer quelques fournisseurs, puis profiter du reste du temps pour visiter un peu la région", explique le couple.

Grille muette N° 24



Horizontalement

1 Pousse au crime.- Occasion d'effets spéciaux.2 Mbomou + Uélé.- S'oppose à l'antériorité.3 Familier d'Armstrong.- Permet de se pencher sur l'infiniment petit.4 Avant l'assaut.- Bruit de choc.- Sottises.- Aluminium.5 Préposition.- Fait tout sauter.- Forme d'être.- Elles mûrissent quand on les caresse.6 C'est.- Fonctionne bien.- Article.- Séparation.7 Mettais à jour.- Se fait prier.8 Calendos ou claquot.- En Mésopotamie.- Maladie tropicale.- Strontium.9 Matière plutôt consistante.- Il est complètement à l'ouest.- Annonce un retour.10 Canton suisse.- Futur galonné.- Forme de disparition.- Accompagne le tir.11 Distingué.- Bonne conseillère.- Le caractère de l'autre.12 Fait un peu le moine.- Permet d'explorer le cerveau.13 Aussi aux.- Fait rêver les Anglaises.- Prophète du Royaume de Juda.- Vache, ou cheval.14 Elles ne pensent qu'à ça.- Bois pour chapelets.15 Capitale de la Belon.- Quartier d'Oslo.- Conçoit.- Nickel.16 C'est lui !- Mis pour arrêter.- Ennuys.- Au le bout du doigt.17 Fermeture de toge.- Souvent après chiche !- Recherché dans le vinaigre.18 Elles font répéter.- Ils ne craignent rien.19 Déesse des moissons.- Entendu dans l'arène.- Sentences.- Article.20 Dieu Gaulois.- Célèbre pour ses ciseaux.- Projets d'avenir.

Verticalement

1 Ils ne paient pas.- Il permet de communiquer.2 Elle lève la jambe.- Elles permettent de remonter à la source.3 Sacré chez les Égyptiens.- Elle est le plus souvent noire.- Inspecteur célèbre dans la littérature française.4 S'attaque à la racine.- Camée.- L'économiste n'en est pas avare.5 La mode.- Inexpressif.- Clef de la mémoire.- Agitent les foules.6 Circule au Bhoutan.- Langue du Nord.- Rivière côtière en Bretagne.7 Capitale de Mongols.- Releva de la tête.- Particule chargée.8 Repose.- Après la culotte, le culot de Dagobert.- Noyau terrestre.- Presqu'île ou noix.9 Radium.- Passe après le plongeur.- Détachés d'un épi.10 Petites différences.- Ils ne sont jamais loin de la mer.- Assistant d'arrêt brutal.11 Un Saint qui fait feu.- Étude en profondeur.- Gendarme à la télé.- Possessif.12 Se cassent quand on est à sec.- Ils sont incompréhensibles.13 Aveuglements.- Ne reconnut pas.- Dans le Gard.- 1011.14 Sommets en Bretagne.- Il plaçait la Terre au centre du monde.- Mie de nos jours.15 Rivières ibériques.- Cheveu de Vénus.- Rive du Dniepr.- A la fin d'un symposium.16 Possessif.- Il est parfait.- Chatouiller un peu fort.17 Habitant du Péloponnèse.- Brome.- Au.- Monte à la tête.18 Transgressées.- Viennent d'apparaître.19 Le carburant de nos cellules.- Forme d'avoir.- Forme de société.- Rejoint le Mbomou.20 La septième ville d'Angleterre.- Des zones de stationnement interdit pour Rome.- Anneaux de corde.

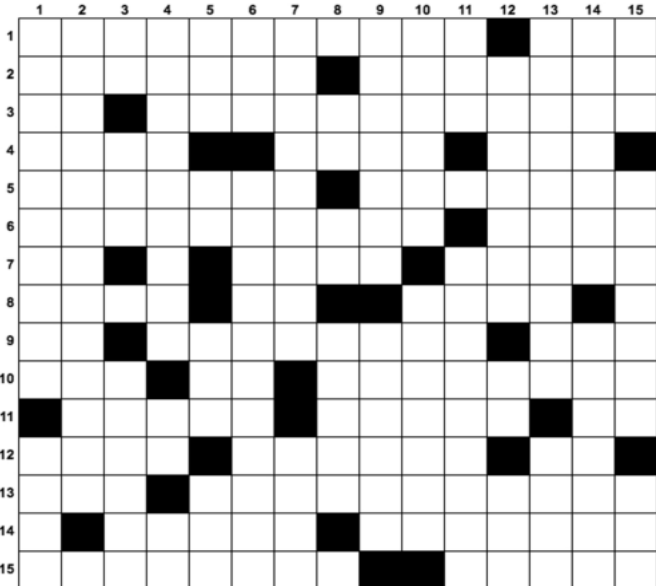
Mots croisés grille N° 26

Horizontalement

1 Etre et avoir.- Ménager au salon.2 Clones divins ?- Dénouauté.3 Dans un message.- Fille d'Amsterdam, pas de Hambourg mais peut-être pas d'ailleurs.4 Variété de sauvage.- Couleur du sud.- Monnaies roumaines.5 Pour un titi culotté !- Un milieu ou ça va plus vite de descendre que d'accéder au sommet.6 La toute puissance de l'homme.- Pays de Normandie.7 Exclamation.- Se font payer quand ils se cassent.- Allouée.8 A l'envers: ancienne canette.- Dans le temps.- Sacré.9 Rentrent dans le lard.- Vol au vent.- Font partie des Comores.10 Long temps.- Partie de rigolade.- Les meilleures amies de l'homme ?11 Le monde du vivant.- Plus qu'un roi de coeur pour une dame.- Démonstratif.12 Le dernier se prénomme Nicolas.- Vaches rouges.- Obtenu.13 Son déformé.- Faucheuses.14 Nourriture de cochon.- Accompli sans faute.15 Rendu.- A encore été choisi.

Verticalement

1 Gueule de cinéma.- Jamais seul dans le sac.2 Plastique de bombe (2 mots).3 Lettre grecque.- Se paie une tranche.- Eaux non courantes.4 Ville d'Autriche.- Dans l'erreur.- Va pour un lieutenant.5 La dernière gorgée ?- Forme d'avoir.- Vieille colère.- Un mois d'événements.6 Fin d'office.- Diminuant.7 Civil ou militaire, il faut toujours y suivre la bonne piste.- Complexe.8 Un peu de blanc.- Caractères de caractère.- Echelle italienne.9 Rééquipas.- Mauvaise humeur.10 En remontant : possessif.- Une des meilleures amies de l'homme ?11 Cardinal.- Fait des pieds ou des mains selon le terrain.12 Pour un homme d'aujourd'hui bien culotté.- Prises de courant.- Râpé.13 Etat d'esprit.- N'a pas fait le plein d'essence.14 Remis à sa place.- Notes écrites.15 Support de balle.- Enlèvement.- Pas tout.





Je ne suis pas l'avocat de la terreur, mais l'avocat des terroristes. Hippocrate disait : "Je ne soigne pas la maladie, je soigne le malade". C'est pour vous dire que je ne défends pas le crime mais la personne qui l'a commis

(Jacques Vergès)

Mots Fléchés N° 23

COUP DE POMPE ÉTAPE N°0	POUSSIONS DE PETITS CRIS VIBRATIONS	REMUE CONJONCTION	GROUPE DE COUREURS	UNE PAR JOUR DANS LE TOUR	ACCORDA POÈME	MARQUE DE SURPRISE VOILE ARRIÈRE
→	↓	↓	↓	↓	↓	↓
←				BIBLE RÉVOLTES		
←	INCROYABLE		EN TÊTE DE LA COURSE			ARDEURS
←						
		INSTRUMENT À VENT DIX À LONDRES				
←	ATTITUDE GROS MARTEAU		SOUS LA BALLE DE GOLF ACCROS		CONDIMENT TYPE DE VÉLO	
←			DERANGÉ CIRE D'OREILLE		CARENÉE	ADJECTIF POSSESSIF PARTICULES
	DEUX ROUES	FORMULE MAGIQUE EMBAUMÉ AU KREMLIN				
←			DANS GRAND CONIFÈRE	GREFFONS SIÈGE DU CYCLISTE		
←	POSITION DU CYCLISTE EN CÔTE	SALE PETIT ÂNE			DIEU NORDIQUE	LAME PLAISANTER
←						
				CHAMPION ITALIEN DES ANNÉES 70 ET 80		
←	NÉGATION VILLE DU QUÉBEC	DIVISION DU MÈTRE		APPREUX CHAMPION		ENVIRON 3,14 600 À ROME
←						
					CANARD SAUVAGE	
←	VENU AU MONDE	FÉCONDÉE				

Sudoku n° 24

			2		5	9		
8	7	9						
2				1		3		
	9		8				5	
1		7		4				2
	7			6		4		
	8		4					3
					9	8		6
	4	1		3				

ça s'est passé un... 15 Aout

1867: Droit de vote pour les ouvriers britanniques



Le 15 août 1867, à l'initiative du Premier ministre Benjamin Disraeli, les ouvriers qualifiés des villes obtiennent le droit de vote. La loi électorale double pratiquement le nombre d'électeurs...

La première réforme électorale, en 1832, avait suscité beaucoup de frustrations et les demandes d'élargissement du corps électoral se multipliaient dans les années 1850. La majorité des hommes politiques s'y opposent néanmoins dans la crainte que les ouvriers ne se laissent séduire par des démagogues. Telle n'est pas, cependant, l'opinion des deux principaux hommes politiques du temps, le libéral (whig) Gladstone, qui fait campagne pour la réforme depuis plusieurs années, et le conservateur (tory) Disraeli, chancelier de l'Échiquier (ministre des finances) du gouvernement dirigé par lord Derby.

Disraeli succède en 1867 à lord Derby au poste de Premier ministre. Dans le désir de rallier les classes populaires au parti tory, il fait voter une réforme audacieuse du système électoral. Il y introduit des amendements qui vont bien plus loin qu'une proposition faite par Gladstone en 1866 et qu'il avait dénoncée comme démagogue... Ses calculs seront du reste déçus puisque les conservateurs perdront les élections de 1868 !

Le «Reform Act» de Disraeli attribue la qualité d'électeur non seulement aux propriétaires terriens mais aussi à tous les habitants des bourgs ou villes qui payent au moins dix livres de loyer par an. Il s'ensuit un quasi-doublement du corps électoral à presque 2,5 millions d'hommes. En excluant toutefois les travailleurs agricoles, la réforme maintient la domination des notables dans les campagnes. S'y ajoute un redécoupage électoral qui complète celui de 1832 en corrigeant la surreprésentation de certaines circonscriptions rurales. L'élan ne faiblit pas et, en 1884, Gladstone, devenu Premier ministre, fait voter une troisième loi électorale qui donne aux habitants des campagnes les mêmes droits qu'aux citadins et réduit les exigences fiscales pour devenir électeur. Il n'empêche que le droit de vote demeure réservé à environ 60 % des hommes adultes tandis qu'en France, le suffrage universel (masculin) a été établi dès 1848.

Il faut attendre 1918 pour que le droit de vote soit étendu à tous les hommes de plus de 21 ans - ou presque - et aux femmes de plus de 30 ans. Cette distorsion entre les sexes sera corrigée dix ans plus tard, une fois que l'on se sera assuré que les femmes votaient à peu de chose près de la même façon que les hommes.

Solution Grille muette N° 24

CRIMINOGENE CARNAVAL
 OUBANGUI ULTERIORITE
 NETIL ULTRAMICROSCOPE
 SUBITO ERRETE ALDO
 EDATINGETE IDEES
 LE CARBURE LE ADIEU
 TRACTUALISAI DESSES
 RACIOTIOPRIETAIRES
 ETRON OCCIDENTAL NEO
 URTIDOR CLIRION BANG
 RACCE INUIT ALENTITE
 SCAPULUS ESEB
 AILS IIP NAHUM ROSSE
 ONNURILEG AZEDANACE
 RILIO SLAGOKEENTANI
 TILIODOLARIPRIETAIRES
 TIBULE KEBAR AIGREUR
 IGENERATION IMMUNITES
 OGENESOLE MAXIMES LE
 EUS ANASTASIE REIVES

Solution Sudoku N° 24

6	1	4	3	2	7	5	9	8
8	3	7	9	5	6	1	2	4
2	9	5	8	4	1	6	3	7
4	6	9	2	8	3	7	5	1
1	5	8	7	9	4	3	6	2
3	7	2	1	6	5	4	8	9
5	8	6	4	7	2	9	1	3
7	2	3	5	1	9	8	4	6
9	4	1	6	3	8	2	7	5

Solution Mots croisés N° 26

AUXILIAIRES ART
 TRINITE ENUCLEEE
 MS NEERLANDAIS
 OURS GREGLEI
 ELI BARO MIPENTE
 PATRIARCAT CAUXE
 HAUPOTS DOTE
 ENAC EM BENI R
 RD KITESURFORE
 ERE KRI CHIENNES
 ETRES AMANT CE
 TSNR SALERS EU
 OSN MARAUDEUSES
 UGLAND REUSSIE
 RESTITUE REELU

Solution Mots Fléchés N° 23

F G A P E P A O
 PROLOGUE TORAH
 INOUI LEADER
 INDU TROMPETTE
 GESTE TEE AIL
 MASSE FOU VMA
 L INCANTATION
 VELO ENENTONS
 ENCRASSE N
 DANSEUSE MOSER
 NIDMLAIDPI
 MONTREAL EIDER
 NENESEMECE

255 citoyens rapatriés des Etats Unis d'Amérique

255 citoyens algériens, bloqués aux Etats Unis d'Amérique depuis le début de la pandémie du Covid-19, ont été rapatriés hier à Oran, a-t-on appris des services de la wilaya. L'avion de la compagnie nationale "Air Algérie" qui transportait les citoyens concernés a atterri sur le tarmac de l'aéroport international "Ahmed-Benbella" vers 9 heures en provenance de Washington. Les Algériens rapatriés ont trouvé à leur accueil des représentants des autorités locales civiles et sécuritaires, qui ont tout mis à leur disposition pour leur faciliter l'accomplissement des procédures administratives d'usage. Une équipe médicale a également été mobilisée pour les accompagner durant leur séjour dans les hôtels de la ville désignés pour leur accueil pendant toute la période de leur confinement sanitaire fixée à sept jours, a-t-on indiqué de même source.

MÉDÉA

Arrestation d'un berger à l'origine de l'Incendie de Haouch-Messaoudi

Une personne soupçonnée d'être à l'origine de l'incendie qui avait ravagé le 9 août courant plusieurs hectares de couvert végétal à Haouch-Messaoudi, dans la commune d'El-Hamdania au nord de Médéa, a été arrêtée et auditionnée, a-t-on indiqué jeudi dans un communiqué du groupement de la gendarmerie nationale de Médéa. Il s'agit, selon le même communiqué, d'un jeune berger, originaire de la région, arrêté, à l'issue d'une enquête déclenchée par les éléments de la gendarmerie d'El-Hamdania, sur demande du procureur de la République près le tribunal de Médéa, après l'incendie qui a provoqué la destruction de pas moins de 71 hectares de couvert végétal. Lors de son audition, le suspect a reconnu avoir mis délibérément le feu à la forêt, expliquant qu'il avait agi de la sorte pour débroussailler une petite parcelle qu'il entendait utiliser, plus tard, à des fins personnelles, révèle le communiqué de



la gendarmerie nationale. Toujours selon la même source, trois affaires similaires ont été traitées, depuis le début du mois, par la gendarmerie de Médéa, dont lesquelles quatre personnes, soupçonnées d'être impliquées dans des actes d'incendies ont été arrêtées et présentées devant les instances judiciaires.

la gendarmerie nationale. Toujours selon la même source, trois affaires similaires ont été traitées, depuis le début du mois, par la gendarmerie de Médéa, dont lesquelles quatre personnes, soupçonnées d'être impliquées dans des actes d'incendies ont été arrêtées et présentées devant les instances judiciaires.

GARA KHERADIL (OUARGLA) Découverte du corps inerte d'un enfant

Le corps inerte d'un enfant (7 ans) a été découvert mercredi dans une zone isolée de la région de

Gara Kheradil, dans la commune frontalière d'El-Borma (420 km Sud-est d'Ouargla), a-t-on appris jeudi des services de la Protection civile. Le corps, qui se trouvait en début de décomposition, a été découvert 24 heures après la disparition de l'enfant de son domicile familial, soit à quelques 500 mètres plus loin, a-t-on précisé. Les éléments de la protection ont déposé la dépouille à la morgue de l'hôpital d'El-Borma, avant son transfert vers l'Établissement public hospitalier EPH-Hocine Ait-Ahmed à Hassi-Messaoud, pour la soumettre à l'autopsie du médecin légiste en vue de déterminer les causes de la mort, a ajouté la source.

LA NATION

SAMEDI 15 AOUT 2020

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
04:29	12:45	16:43	19:42	21:18

Météo

Alger	● 31	Tizi Ouzou	☁ 33
Tiaret	● 32	Béjaïa	● 30
Constantine	● 32	Oran	☁ 30

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

477 nouveaux cas et 10 décès

Algérie a enregistré 477 nouveaux cas de coronavirus, un bilan en baisse par rapport à jeudi, alors que le nombre de décès a augmenté, selon le bilan du ministère de la Santé hier. L'Algérie comptabilise 37 664 cas positifs de coronavirus depuis le début de l'épidémie fin février, dont

1 351 morts, avec les 10 nouveaux décès déployés ces dernières 24 heures, contre 8 jeudi. Pour les guérisons, elles continuent d'augmenter, avec 304 nouveaux guéris du coronavirus, ce qui porte le total à 26 308, alors que 46 patients Covid-19 sont en soins intensifs.

PARCS ET LIEUX DE DÉTENTE À ALGER

Ouverture de 06h00 à 21h00 à partir d'aujourd'hui

L'office des parcs, des sports et des loisirs d'Alger a annoncé, hier, dans un communiqué publié sur sa page Facebook, les horaires d'ouverture et de fermeture de ses différents sites de 06h00 à 21h00, et ce à partir d'aujourd'hui. Conformément aux mesures préventives prescrites par le premier ministre en date du 08/08/2020, relative à la réouverture des aires de détente, des espaces de loisirs et de divertissement et des plages autorisées, L'office des parcs, des sports et des loisirs d'Alger

annonce à ses visiteurs les horaires d'ouverture et de fermeture de ses différents sites de 06h00 à 21h00, pour permettre aux citoyens de quitter les lieux dans le respect total des mesures sanitaires et d'éloignement physique et afin de gagner leurs domiciles avant le début du confinement de la wilaya d'Alger, fixé à 23h00, précise le même communiqué. L'office a rappelé aux visiteurs la nécessité de respecter les mesures préventives, notamment le port du masque et la l'éloignement physique.

NIGER/INONDATIONS

33 morts et plus de 80.000 sinistrés

Les inondations ont fait pas moins de 33 morts et plus de 80.000 sinistrés au Niger, ont indiqué jeudi les autorités. "A la date du 10 août, nous avons au plan national 10.630 ménages sinistrés avec 88.772 personnes sinistrées, malheureusement on déplore 33 pertes en vies humaines suite aux noyades et aux effondrements de maisons", ont annoncé les services de secours nigériens. Plus de 9.000 maisons se sont écroulées, 2.455 têtes de bétail ont péri, ont-ils

ajouté. Pour soulager les sinistrés, les autorités ont lancé des opérations de distributions de riz, de pagnes, de nattes, des couvertures et du savon. Les régions les plus touchées sont Maradi (centre-Sud), Tahoua et Tillabéri (Ouest), et Dosso (Sud-Ouest). Les fortes pluies ont occasionné le débordement de cours d'eau et du fleuve Niger, d'après la météorologie nationale qui prévoit encore "d'importants orages dans les jours à venir".

RDCONGO

Des gestionnaires de fonds de lutte contre le Covid-19 devant la justice

Des gestionnaires de fonds de lutte contre le Covid-19 en République démocratique du Congo (RDC) ont été traduits en justice pour "mauvaise gestion", a annoncé hier l'Inspection générale des finances (IGF). "Dans les prochains jours, la justice de notre pays pourra interpellier les personnes impliquées", a déclaré à la presse l'inspecteur des finances Jules Alingete, parlant de "faits de mégestion caractérisés". Des enquêtes ont été menées par l'autorité financière dans plusieurs administrations et structures de l'Etat. Le 17 juillet, le gouvernement congolais avait annoncé un audit dans l'équipe gouvernementale chargée de la lutte contre le Covid-

19. Cette structure, chapeautée par le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba, est gérée par le ministre de la Santé Eteni Longondo, appuyé par une équipe d'experts dirigée par le professeur Jean-Jacques Muyembe. Le 20 juin, ce dernier a affirmé avoir reçu 1,4 million de dollars pour la lutte contre le nouveau coronavirus, alors que le Premier ministre congolais avait déclaré aux sénateurs avoir décaissé 10,7 millions. De son côté, le ministre de la Santé a déclaré avoir eu la gestion de 3 millions de dollars. Depuis le début de la pandémie de nouveau coronavirus apparue en décembre en Chine, la RDC a annoncé avoir enregistré 9.604 cas d'infection au virus et 238 décès

MILA

Des ruines romaines mises au jour par le séisme



Les failles de terrain apparues à la cité El Amel de la ville de Mila du fait des deux secousses telluriques enregistrées vendredi passé dans la commune Hamala ont mis au jour de nouvelles ruines romaines, a-t-on appris mercredi du chef du service de patrimoine culturel à la direction

locale de la culture, Lezghad Chiaba. Il s'agit de pierres taillées de diverses tailles, de tuiles, d'un bassin en pierre, des murs de constructions et des colonnes de forme cylindrique, a précisé à l'APS le même cadre qui a souligné que l'endroit de la découverte situé à la cité El Amel élargement Mechta Bourkaïd fait partie d'un site archéologique connu et classé sur la liste de recensement général des biens culturels immobiliers de la wilaya.

Le site est une ferme romaine occupant un vaste terrain dans le prolongement du vieux Mila, a déclaré le même cadre, ajoutant que les premiers constats montrent qu'il

s'agit bien de cette ferme que les failles causées par le séisme ont fait réapparaître après s'être longtemps restée ensevelie. Les glissements de terrain conséquents aux secousses ont fait aussi déplacer ces grosses pierres taillées, relève-t-il. A la suite de cette découverte, une demande a été adressée au ministère de la Culture pour l'envoi d'une équipe de spécialistes en archéologie, a ajouté le responsable du service patrimoine culturel qui a fait savoir que les services de la direction de la culture poursuivent leur inspection des divers sites archéologiques dans les régions touchées par les deux secousses telluriques.

APS

RDCONGO Crash d'un avion dans le Sud-Kivu

Un avion avec quatre personnes à bord s'est écrasé jeudi au Sud-Kivu en République démocratique du Congo (RDC), qui se prépare à reprendre samedi son trafic aérien national et international, ont indiqué vendredi des responsables locaux. "L'enquête déterminera les causes de l'accident" de cet avion, qui venait de Katima et se rendait à Bukavu, avec à son bord le pilote, le co-pilote et deux passagers, a affirmé le gouverneur de la province du Sud-Kivu, Theo Kasi, cité par les médias congolais. Selon le député provincial Bashengezi Mirindi, propriétaire de la compagnie AGEFRECO à laquelle appartient l'avion, l'appareil avait perdu le contact avec la tour de contrôle 7 minutes avant l'heure estimée d'atterrissage à l'aéroport de Kavumu, rapporte la presse. Ce crash survient à la veille de la reprise du trafic aérien en RDC. Jeudi, le Premier ministre congolais a présidé la réunion du Comité multisectoriel de riposte contre la Covid-19, destinée notamment à l'examen de la reprise du trafic aérien national et international, de la réouverture des lieux de culte et d'autres activités de masse.

EL-OUED

Trois personnes écrouées pour homicide volontaire

Le magistrat instructeur au tribunal d'El-Oued a ordonné mercredi soir le placement sous mandat de dépôt de trois individus poursuivis pour homicide volontaire avec préméditation, pour un crime commis deux jours auparavant dans une exploitation agricole, dans la commune d'Oued El-Allenda, a-t-on appris de source judiciaire. Selon l'enquête préliminaire, les mis en cause (deux jeunes et une jeune

filles) sont impliqués dans ce crime dont a été victime un jeune et où il a été fait usage d'un sabre, et les instances judiciaires ont retenu les chefs d'inculpation d'homicide volontaire avec préméditation (pour le principal accusé ayant utilisé l'arme blanche), complicité d'homicide volontaire (la jeune fille) et non assistance à personne en danger (le propriétaire de l'exploitation agricole), a précisé la source.